

Elie Reynier, révolutionnaire du premier XXe siècle

CLT, Numéro 70, juin 2000.

Au cours de l'année dernière, mes amis ardéchois qui publient la revue *Mémoires d'Ardèche* m'ont demandé de collaborer à un numéro consacré au militant ouvrier, syndical et politique Elie Reynier. Je l'ai fait avec joie. Ce numéro double, n° 61 est sorti le 15 février 1999, avec de nombreux articles et documents, dont la biographie d'Elie Reynier qui m'avait été demandée.

Plusieurs camarades m'ont suggéré de publier ce texte dans CLT. Nous le faisons très volontiers. Nous pensons que nos lecteurs seront particulièrement intéressés par les années 30 où la section départementale de la Ligue des Droits de l'Homme -- animée par Elie Reynier - est le véritable moteur de la lutte pour le front des partis et syndicats ouvriers, jouant le rôle que des formations révolutionnaires s'assignaient mais ne sont pas parvenues à jouer.

Une famille de paysans huguenots du rude plateau vivarois. Des siècles de résistance au pouvoir, à l'arbitraire et l'intolérance. Le père et la mère, « *prolétaires de la classe des gens instruits, capacités, porte-parole, éducateurs et interprètes de la classe paysanne* »¹, comme l'écrivait Karl Marx, respectueux des maîtres d'école. Voilà pour le contexte local.

Le contexte mondial n'était pas moins riche. Elie Reynier était de la génération de Lénine et Trotsky, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Il était né quatre ans après l'écrasement des Communards parisiens par l'armée « *versaillaise* ».

S'il y avait des fées à Chalencon (Silhac), où il vit le jour le 1er décembre 1875, pour les petits enfants des pauvres et des rouges, elles n'ont pas été larges avec lui au-dessus de son berceau : intelligence, ouverture d'esprit, soif d'apprendre et de comprendre, courage et dévouement, ardeur au travail, humour, indépendance d'esprit, combativité et autorité, fermeté et rigueur morale, conviction et scrupuleuse honnêteté.

Orphelin de père à 13 ans, interne boursier à Tournon, l'adolescent pauvre fût reçu à l'École normale supérieure de l'enseignement primaire de Saint-Cloud en 1897 et, « monté à Paris », brûla de la fièvre dreyfusarde, vécut de réunions en manifestations, de cénacles aux coudes à coudes de la rue. Il en dit : « *Nous nous serions fait tuer au service de la vérité et de l'innocence* »². Il revint à Tournon parler de la grande expérience parisienne qu'il venait de vivre : le combat des « *dreyfusards* ». C'est en ces années qu'il se constitua en homme dans cette dure bataille pour les Droits de l'Homme où tonnait comme un présage la grande voix socialiste de Jean Jaurès.

Le siècle des guerres et des révolutions commençait alors en France avec la lente renaissance de formations socialistes et le début de syndicats d'industrie. Ce républicain avancé était déjà socialisant. Il allait devenir syndicaliste avec son entrée dans le monde du travail.

C'était déjà un révolutionnaire tel qu'il pouvait en exister en France en ce début de siècle — et il n'en manquait pas — mais il allait le demeurer jusqu'à sa mort, ce qui fut plus rare.

Syndicaliste révolutionnaire

¹ Karl Marx, *La Lutte de Classes en France, Pauvert*, p. 213.

² L. Vialle, *BFV*, p. 68.

En Europe occidentale, la plus grande diversité règne alors à l'intérieur du mouvement ouvrier dans les rapports entre syndicats et partis. En Grande-Bretagne, le Labour Party est né en tant qu'instrument politique des syndicats à l'occasion des élections. Il a fini par les contrôler. En Allemagne, c'est le syndicalisme qui, d'abord instrument du parti, se rend peu à peu maître de lui. En Espagne, le parti et sa « *centrale* », l'UGT, sont modérés, acquis à l'action parlementaire, « *opportunistes* » disent ses adversaires, « *réformistes* », tandis que la CNT révolutionnaire est « *anarcho-syndicaliste* ».

En France, syndicats et partis éparpillés, d'abord enchevêtrés, deviennent rivaux puis voisins distants. L'originalité est le clivage politique entre la CGT et le Parti socialiste. Le courant révolutionnaire, c'est la CGT, hostile au parti de Jaurès et Guesde : elle veut détruire l'Etat. Elle n'organise qu'une minorité des travailleurs, mais les secteurs les plus avancés. Elle se veut indépendante de l'Etat et des partis, y compris le Parti socialiste.

L'antimilitarisme allumé dans la société française par les aventures du Second Empire, puis les honteuses pratiques de l'état-major et des officiers antidreyfusards, est très vivace dans la CGT qui déploie de gros efforts, à travers la caisse de solidarité du « *Sou du Soldat* ». pour rester en contact avec les jeunes travailleurs mobilisés.

La bourgeoisie contre le syndicalisme enseignant

Déjà en 1902, le Congrès des Bourses du Travail, rassembleur des syndicats, s'était prononcé pour l'admission des organisations et associations d'enseignants ayant pour but la défense de leurs intérêts.

Les amicales étaient un lieu de rencontre, le syndicat l'organisme de défense des intérêts corporatifs. Le passage des organisations d'enseignants de l'amicale au syndicat fut long et difficile, lassant parfois la patience de ceux pour qui comptait avant tout le combat aux côtés des ouvriers. Les gouvernements, de droite ou de gauche, essayaient d'empêcher une syndicalisation qui ne pouvait, selon eux, mener qu'à la double catastrophe du « *droit de grève* » et de « *l'anarchie organisée* » (sic).

La Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et institutrices de la France et des colonies naquit le 13 juillet 1905. Son Manifeste parut le 24 novembre, affirmant quatre principes : l'indépendance du syndicalisme, le rôle de la classe ouvrière pour l'émancipation humaine, celui du syndicat comme cellule de base de la société et la défense permanente des intérêts des personnes...

Ses adversaires clamaient que c'étaient « *des principes conduisant à la révolution* ». C'est bien ainsi qu'ils étaient conçus.

Elie Reynier enseignant et pédagogue

Après Saint-Cloud, titulaire du professorat, Elie Reynier fait son service militaire. Premier poste en 1900 à l'Ecole primaire supérieure de Crest où il doit enseigner l'anglais, qu'il ignore et apprend. Dans une famille qui lui a été recommandée par une société qu'il a fréquentée à Paris, il rencontre Marthe Gauthier : ils se marient en 1901. Ils auront cinq enfants. Il part faire une suppléance à l'Ecole normale de Loches puis demeure dans les EN, d'abord à Laval, ensuite à Montbrison, où il s'oppose à un directeur autoritaire et devient l'idole des normaliens : certains nouent avec lui des relations qui ne finiront qu'à sa mort. C'est là qu'il entre en politique morale en fondant une section de la Ligue des Droits de l'Homme.

Son entrée véritable dans la vie militante se fait dans le poste qu'il occupe de 1904 à 1934, professeur d'histoire-géographie à l'Ecole normale d'instituteurs de Privas, dans son département d'origine. Il s'installe en 1906 au Petit Tournon (Lyas), 17 avenue du Bois Laville, y demeure jusqu'à sa mort. Il est

très influent parmi ses élèves, bien que jamais prosélyte, mais le respect qu'il leur manifeste est sans doute l'un des facteurs qui expliquent son influence, car il est à lui seul un appel à penser.

Il lit alors assidûment la revue *Le Mouvement socialiste* d'Hubert Lagardelle qui s'efforce de rapprocher syndicalistes révolutionnaires et socialistes, comme le préconise alors le guesdiste Rakovsky. Il va être lecteur, parfois collaborateur, de *La Vie Ouvrière* et de *La Bataille syndicaliste*, et aussi de revues pédagogiques dont il est cofondateur et rédacteur, *L'Ecole rénovée*, dans la lignée de Francisco Ferrer, le pédagogue fusillé, puis *L'Ecole Emancipée*. Et sa revue historique, à partir de 1928, *les Annales* de Lucien Febvre et Marc Bloch.

Militant ouvrier

Bien entendu, il ne songe pas à restreindre son activité au seul syndicat qui puisse l'accueillir, celui des professeurs d'EN, aux sections minuscules. Mais sa position d'enseignant à l'EN et ses immenses qualités d'homme et de professeur font de lui un personnage prestigieux aux yeux de ses élèves et de la fraction avancée des maîtres d'école ardéchois, très proches de lui sur le plan humain. Il ne peut fonder un syndicat d'instituteurs, mais rien ne l'empêche de convaincre des instituteurs de s'y consacrer. Ce qu'il fait.

Le syndicat des instituteurs de l'Ardèche est fondé en 1907 avec quarante-trois membres. Le trésorier est Clément Dayre, qui a son âge et qu'il a rencontré, écrit-il, « dans un congrès socialiste à Romans, à Noël 1905 »³, Avec eux, quelques jeunes instituteurs, et déjà des institutrices, dont Elise Avenas, derrière eux des jeunes, ex-normaliens et normaliennes.

Reynier paie de sa personne. Les normaliens, exaspérés par une discipline autoritaire reposant sur la délation, se révoltent en 1908 : ils ne manquent pas dans leurs cours d'exemples de résistance à l'arbitraire. L'un des plus brillants, Alfred Salabelle, tenu pour un « meneur », est sanctionné, classé parmi les derniers à la sortie. Reynier dit ce qu'il pense de cet abus de pouvoir. Cela lui vaut un blâme et aussi un surcroît de prestige et d'autorité morale. On commence à dire dans ce pays rugueux et loyal : Reynier, c'est un Juste.

Il n'est pas membre du syndicat, seulement honoraire. Il a inspiré et conseillé ses dirigeants, les pousse à voler de leurs propres ailes. Il s'occupe de l'organisation syndicale des ouvriers, s'efforce de rallier à la CGT les syndicats naissants. On envisage de créer à Privas une chambre syndicale en 1908. au lendemain d'un Premier Mai très chaud, après une grève des mineurs de fer, les « hommes rouges » de Veyras⁴. Le 23 octobre 1912, quand est fondée, à Romans, l'Union interdépartementale des syndicats ouvriers de Drôme-Ardèche, trois syndicats de l'Ardèche sont représentés : ceux des instituteurs, des chapeliers de Serrières, des chauxfourniers de Cruas-Le Tell, sur lesquels A. Salabelle prépare une brochure⁵.

Le coup d'arrêt de 1912

Les premières années de la deuxième décennie du XXe sont celles de la marche à la guerre. Des années plus tard, Elie Reynier souligne d'un trait vertical . énergique de son crayon bleu les dernières phrases de l'introduction du livre de Georges Michon, *La Préparation à la Guerre, La Loi de Trois Ans 1910-1914* :

³ Notice sur la mort de Dayre (1875-1942), dactylographiée en rouge, archives privées.

⁴ OSA, p. 13.

⁵ OSA, p. 30.

« En vérité, de 1910 à 1914, les maîtres du pays furent moins les politiciens au pouvoir que les féodaux de la banque et du fer, dissimulés derrière l'appareil républicain et parlementaire. Les historiens qui, volontairement ou à leur insu, ont négligé de tenir compte de ces puissances occultes, n'ont vu que l'apparence des choses et la réalité profonde leur a échappé »⁶,

Les enseignants syndicalistes révolutionnaires ont fait de cette réalité la dure expérience. Au congrès de Chambéry, un délégué du Rhône fait modifier les statuts en y incluant l'obligation d'instituer dans chaque syndicat un « *Sou du Soldat* » pour aider « *moralement et pécuniairement* » les syndiqués sous les drapeaux : l'information occupe six lignes de *la Bataille syndicaliste* des trente-trois de son correspondant au congrès, Alfred Salabelle. le 17 août. Mais ce texte anodin sert de prétexte à une offensive sauvage. La Croix, d'une pierre deux coups, attaque et les maîtres et l'école :

« Eh quoi, le gouvernement veut que les pères de famille confient aveuglément leurs enfants à des instituteurs qui se sont peints eux-mêmes au congrès de Chambéry sous les traits odieux de révolutionnaires, de saboteurs, d'ennemis de la patrie et de la famille ! Autant vraiment les embaucher dans la CGT que les envoyer à l'école tenue par de tels maîtres »⁷.

Le député, ex-officier et ministre Messimy réclame au Conseil général de l'Ain « *des mesures résolues et énergiques* ». Le Temps écrit le même 23 août que « *les instituteurs réunis en congrès ont bafoué la patrie* ». Les chefs emboîtent le pas. Le 23 mai, sur proposition du ministre Guist'hau, le conseil des ministres ordonne la dissolution des syndicats enseignants.

Le conseiller d'Etat Sevastopoulo en service à Paris câble au tsar « *l'indignation qui s'est emparée de la presse bien pensante* » et lui explique que « *les caisses qui existent sous le nom de «Sou du Soldat» sont des organisations purement antimilitaristes qui se donnent pour but de faire de la propagande socialiste dans l'armée et de favoriser la désertion* »⁸. Pourtant la palme revient à *L'Eclair* et à son titre du 17 septembre sur les instituteurs :

« Leur ennemie, c'est la France » !

S'agit-il vraiment et seulement du Sou ? Non. La bourgeoisie, ses ministres et ses journalistes, ont choisi pour frapper le syndicalisme un secteur qu'ils jugent fragile mais aussi le thème le plus « *porteur* », l'antipatriotisme et la « *trahison* ».

L'adresse à la classe ouvrière

En fait le congrès de Chambéry a voté une autre résolution :

« Le congrès [...] adresse aux camarades ouvriers groupés dans la CGT l'expression de sa vive sympathie pour l'effort de libération et d'éducation qu'ils poursuivent. Les instituteurs suivent avec une attention passionnée la lutte quotidienne menée par la classe ouvrière pour améliorer son sort et défendre sa dignité : partageant ses angoisses et ses espoirs, ils sont fiers de militer dans ses rangs et se déclarent solidaires de tous les salariés unis sous le drapeau de la CGT ».

Pierre Monatte ne s'y trompe pas, dans *Le Semeur* du 30 août : « *L'objet du scandale, le corps du délit, c'est l'adresse à la classe ouvrière et à la CGT. C'est ça et non autre chose* ».

⁶ Exemplaire personnel d'E. Reynier, archives privées.

⁷ La Croix, 21 août 1912.

⁸ Livre noir, dépêche n° 58. 16-29 août.

La bataille est rude. D'abord il y a surprise et incompréhension, flottement aggravé par l'action des amicales, conseillées par Me Pierre Laval, qui préconise la dissolution de la fédération. Certains syndicats départementaux se dissolvent. D'autres tiennent bon et celui de l'Ardèche en est. Reynier et ses disciples ne sont pas prêts à abandonner l'outil de la transformation sociale. Salabelle, au congrès de Bourges en 1913, est le premier lieutenant de Chalopin, champion des « *résistants* ».

Le gouvernement bat en retraite, renonce à exiger la dissolution, lève même les sanctions. Sur l'effet de cette crise en Ardèche, Elie Reynier écrit :

*« L'attitude gouvernementale après le congrès de Chambéry n'a pas eu d'effets bien sensibles. Elle a même déterminé quelques adhésions dues à l'indignation et à l'esprit de solidarité »*⁹.

La Fédération sort de l'épreuve meurtrie mais aussi trempée. De nouveaux dirigeants sont apparus : André Chalopin et Fernand Lorient, Louis et Gabrielle Dechézelles-Bouët, avec leur courage tranquille, leur défense principielle.

Reynier est resté dans l'ombre : ses camarades lui ont interdit de signer le Manifeste, car, professeur, il n'a pas la couverture d'un instituteur. Salabelle a été l'une des grandes vedettes du conflit.

Il semble que Reynier se soit alors tourné vers les syndicats ouvriers, car c'est alors qu'apparaissent les premiers affiliés à la CGT. Avec les instituteurs, il y a déjà les chaufourniers de Cruas-Le Tell, de l'empire Lafarge, et les chapeliers de Serrières.

Reynier redevient historien un temps pour *La Vie Ouvrière* avec une histoire des syndicats en Ardèche, portant en épigraphe la formule de Karl Marx : « *L'émancipation des Travailleurs sera l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes* », et assurant en conclusion que « *seule l'union des groupements ouvriers actuellement existants peut donner à la vie syndicale un élan nouveau* »¹⁰.

Le cas de ce professeur est unique en France puisqu'il est un permanent intersyndical volontaire non rétribué, pour des syndicats auxquels il n'est pas affilié.

La grande guerre

En août 1914, il plonge, avec des millions d'autres, dans la foule uniforme des « *mobilisés* », qu'il ne quittera qu'en 1917, démobilisé comme « *soutien de famille* ». C'est le début de la Première Guerre mondiale, la fin pour des millions de leurs illusions dans les partis et les syndicats ouvriers et leur « *lutte contre la Guerre* ».

La vague d'union sacrée

Après l'assassinat de Jean Jaurès par un drogué de dope patriotique, c'est la débandade dans les partis socialistes des pays belligérants. Très vite leurs dirigeants obtiennent des portefeuilles ministériels ou des missions auprès des pays neutres pour les entraîner dans la guerre.

En France, le pire est, en supplément la faillite du syndicalisme révolutionnaire, emporté par la vague à la suite du discours de Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, annonçant, sur la tombe de Jaurès, son départ aux armées, qui ne se produira jamais.

L'hystérique Messimy menace en plein conseil des ministres :

⁹ OSA, p. 22, n° 1.

¹⁰ Ibidem, p. 30.

« Laissez-moi la guillotine et je garantis la victoire [...]. Que ces gens-là ne s'imaginent pas qu'ils seront simplement enfermés en prison. Il faut qu'ils sachent que nous les enverrons aux premières lignes de feu : s'ils ne marchent pas, eh bien, ils recevront des balles par devant et par derrière. Après quoi, nous en serons débarrassés »¹¹,

Ce ne sont pas les menaces de Messimy qui entraînent les militants hostiles à la guerre mais leurs propres illusions. C'est ainsi qu'Elie Reynier, dans les débuts de la guerre, croit à sa version démocratique, « *la guerre du Droit* ». la « *der des ders* », celle que l'on accepte pour que « *les enfants* » ne la connaissent jamais.

Les éléments ne manquent pas. Ainsi, écrasé de chagrin par la mort de son Clève le plus cher, Alfred Salabelle, il compose en son honneur un poème en alexandrins où il célèbre ce « *Mort pour la liberté dans le monde et en France* »¹². Mais il s'indigne que certains osent dire que Chalopin « *s'est racheté* » en trouvant la mort au front. En 1915 encore, il écrit qu'il rompt de temps en temps des lances pour défendre la politique des Alliés. Gaston Chasson explique :

« Il fallait la durée et l'ampleur des sacrifices exigés et surtout leur injuste répartition, pour faire naître le doute puis retourner les convictions »¹³.

C'est ce qu'exprime une lettre du 20 mai 1915 à Marthe Maisonneuve :

« Que des nôtres meurent ainsi, comme dans ce formidable combat des Eparges ! Combien faudra-t-il de telles «victoires» pour démolir définitivement toute notre jeunesse de 20 à 40 ans ? »¹⁴.

Deux mois plus tard, il est au bout du raisonnement sur la « *der des ders* » :

«Après la guerre, la classe ouvrière se trouvera amputée d'un million d'hommes, tués au feu, morts de maladie ou gravement mutilés. N'y a-t-il pas là une vision effrayante des effets de la guerre ? Sans doute il faut continuer pour arriver à extirper à jamais ce fléau ? Qui parlera, après, de préparer encore la guerre, sera un inconscient ou un criminel »¹⁵.

Vingt ans après, revenant sur ses illusions, il écrit, cette fois publiquement, ce qu'on peut considérer comme son autocritique sur ses illusions guerrières :

«Nous savons bien maintenant, si nous avons pu l'oublier stupidement à cette époque, que la guerre ne tue pas la guerre et qu'au contraire, elle l'entretient, que chaque guerre peut en préparer de nouvelles »¹⁶.

Le temps des noyaux

C'est du sein même du comité confédéral, la plus haute instance de la CGT, que s'est élevée la première protestation solennelle contre la guerre. Elle vient de Monatte qui démissionne en décembre 1914. Sa lettre est un acte d'accusation :

¹¹ Rosmer, GMO, I, op. 109.

¹² Archives privées, 1915.

¹³ G. Chasson, BFV, p. 51.

¹⁴ . Archives privées.

¹⁵ Ibidem, 1915.

¹⁶ E.E., 19 février 1935.

« Les travailleurs conscients des nations belligérantes ne peuvent accepter dans cette guerre la moindre responsabilité : elle pèse tout entière sur les épaules des dirigeants de leurs pays. Et loin d'y découvrir des raisons de se rapprocher d'eux, ils ne peuvent qu'y retremper leur haine du capitalisme et des États. Il faut aujourd'hui, il faudrait plus que jamais conserver jalousement notre indépendance, tenir résolument aux conceptions qui sont les nôtres [...]. C'est au centre que le feu, c'est-à-dire la foi, a manqué. Si l'humanité doit connaître un jour la paix et la liberté au sein des Etats-Unis du monde, seul un socialisme plus réel et plus ardent, surgissant des désillusions présentes, trempé dans les fleuves de sang d'aujourd'hui, peut l'amener. Ce n'est pas en tout cas les armées des Alliés, non plus que les vieilles organisations déshonorées qui le peuvent »¹⁷.

Autour de Monatte et de Rosmer se constitue ce qu'on a appelé « *le noyau de La Vie Ouvrière* », la tête et le cœur du mouvement ouvrier contre la guerre. S'y sont agrégés Raymond Lefebvre, avocat et écrivain, combattant révolté des horreurs qu'il a vues et vécues, le dirigeant métallo Alphonse Merrheim, le poète Marcel Martinet. Trotsky et les Russes de *Naché Slovo* et, par correspondance et visites intermittentes, Khristian Rakovsky, dirigeant du PS roumain, et rassembleur des « *antiguerre* » en Europe.

Ce petit noyau initial s'insère dans un courant international avec les conférences internationales de Zimmerwald, préparées par Rakovsky, de Kienthal, la naissance du mouvement zimmerwaldien, le CRR (Comité pour la Reprise des Relations Internationales) dont le responsable, Fernand Loriot, entre dans l'histoire en allant porter à Lénine la caution des internationalistes français pour sa traversée de l'Allemagne dans le wagon dit « *plombé* ».

Pendant que certains rencontrent en Suisse des social-démocrates allemands antiguerre, Reynier qui fut en 1915 « *adjudant-chef dans une popote* »¹⁸, sa « *popote de sous-offs du 119e PAT, à Rosières, Harbonnières, Guillaucourt* »¹⁹, dans la Somme, fait une rencontre. Il apprend d'une boulangère, qui le tient d'un prisonnier allemand, qu'un député socialiste en uniforme a distribué le 1er mai 1916, au cœur de Berlin, des tracts contre la guerre. Il saura plus tard qu'il s'agissait de Karl Liebknecht, engagé dans l'action antiguerre depuis l'été 14. Cette renaissance révolutionnaire d'une pousse de la social-démocratie allemande, c'est pour lui le monde remis sur ses pieds, la lumière au bout du tunnel. Il va accueillir la révolution russe avec ferveur.

En 1917, il parle à un de ses anciens élèves du nombre sans cesse restreint de ses correspondants : la mort fauche. Dans une autre lettre, il explose : « *Je ne puis que souhaiter de plus en plus ardemment la fin de l'atroce boucherie* »²⁰.

Quant à sa position finale sur la guerre, on peut la lire à travers le portrait qu'il fait du héros national Georges Clémenceau dans un compte rendu d'un autre livre de Georges Michon :

« Le sinistre vieillard de 1917-20 a tout renié de ce qu'il pouvait y avoir de fier dans son passé, luttés contre le colonialisme, pour la liberté individuelle, pour la diplomatie publique, pour la Révolution contre les grands chefs incapables et impunis l...]. Nul plus que lui sans doute n'aura contribué à abaisser la France aux yeux du monde entier, contribué au triomphe de la réaction sociale la plus

¹⁷ Rosmer, HMO, p. 180.

¹⁸ Carnet d'un Concentré, p. 26.

¹⁹ Ibidem, p. 26.

²⁰ G. Chasson, BFV, p. 58.

oppressive ». Il conclut sur « *l'homme qui « sauva la France » en faisant exterminer les Français et en préparant par chauvinisme féroce et sécheresse de cœur les exterminations nouvelles* »²¹.

Cette grande lueur à l'Est

Les syndicalistes de l'époque héroïque confluent. Le tournant, bien entendu, c'est 1917 et plus précisément Octobre. Toutes les grandes mesures de la révolution russe enthousiasment Reynier le militant, l'historien et l'ancien combattant. Les Russes sont ceux qui osent et, par cela seul, convainquent et entraînent. Comment ne pas être avec eux, qui incarnent les combats menés depuis la Révolution française ?

L'élève-instituteur Gaston Chasson est arrivé à l'EN de Privas quelques mois après le retour du prof d'histoire-géo. D'emblée, il a été « *pro-Reynier* »²², Mais les nouvelles franchissent les murs. Ils sont nombreux, dehors, à condamner ce professeur « *moscoutaire* ». Lui, dit Chasson, tournait ses regards vers la grande lueur à l'Est, aurore d'une ère nouvelle. Comme Monatte et Rosmer, comme Loriot et Bouët, comme l'écrasante majorité de ceux de la Fédération qui revenaient vivants.

La première activité de Reynier civil est la reconstitution de la section privadoise de la Ligue des Droits de l'Homme, la LDH. Sa première apparition publique est une « *causerie* » sur Karl Marx. Critiqué, il se justifie en montrant que c'est un thème d'actualité. Le Manifeste de l'Internationale de 1871, qu'il reproduit et diffuse, condamne la politique d'annexions de l'Allemagne...

Au syndicat, ils sont trente²³. A la différence de nombre de ses camarades qui constituent la « *gauche* » du Parti socialiste, il n'en est pas. Il écrit d'ailleurs qu'il n'y a à Privas en 1920 ni individu ni groupe y appartenant²⁴, une quarantaine dans toute l'Ardèche. Retenons cependant qu'il figure comme « professeur et ancien combattant sur une « *liste d'Union républicaine démocratique et sociale* » (on dirait aujourd'hui « *Union de la Gauche* »), conduite par le député radical Louis Antériou aux élections municipales de Privas le 30 novembre où il représente vraisemblablement la LDH²⁵,

Il fera plus tard l'éloge de la liste pour les législatives de 1919, « *entièrement socialiste et bien composée par la répartition des professions et des régions* »²⁶. Dans l'Histoire de Privas, il mentionne « *le petit Groupe d 'Etudes sociales de Privas-Coux qui écoulait un grand nombre de brochures socialistes ou libertaires* »²⁷, dont il était sans doute : il disparaît en 1920, contrecoup de l'adhésion du PS « *à Moscou* »²⁸.

Le Parti communiste naît au congrès de Tours sans délégué de l'Ardèche, bien que le département ait voté en majorité pour l'adhésion à la IIIe Internationale. Les syndicalistes révolutionnaires ont d'abord été réservés, mécontents de la présence aux commandes de parlementaires et de journalistes.

²¹ . Archives privées.

²² G. Chasson, BFV, p. 22

²³ BF LDH, 17 février 1918.

²⁴ G. Chasson, BFV, p. 22

²⁵ HDP, 111, pp. 339-340.

²⁶ HDP, 111, p. 341.

²⁷ HDP, III, pp. 339-340.

ibidem²⁸

La situation change début 1923 quand, au départ de L.O. Frossard, répond l'entrée au PC de Monatte, Barbusse. André Marty, des arguments, des cautions, pour Reynier. Des gens de la Fédération Lorient et Bouët, sont dirigeants nationaux, des enseignants cadres régionaux. En Ardèche, Clément Dayre est au PC dès le début et Gilbert Serret y entre en 1923.

Un rapport de la Sûreté générale de juin 1921 cite Reynier parmi la dizaine d'enseignants communistes du département²⁹. Dans un article documenté³⁰, Gérard Roche écrit qu'Elie Reynier fut membre du PC et le quitta en 1924. Aucun collaborateur d'une belle figure vivaroise ne le mentionne, dont Paul Boissel, qui a rédigé le chapitre *Le Militant*. Nous pensons qu'Elie Reynier n'adhéra pas au PC. Le 3 juin 1940, du camp de Chabanet, il écrit à la commission de vérification des internés : « *C'est un fait que, depuis 20 ans, je n'ai appartenu à aucun parti politique et ne me suis occupé d'aucun* »³¹ et l'on comprend la forme sous laquelle il a choisi de le dire, vingt ans après le congrès de Tours.

Mais le problème est-il de savoir s'il eut une carte ? Il était membre du Parti communiste au sens où le Manifeste de Marx et d'Engels était celui du Parti communiste, un camp de classe, une relation historique au prolétariat. Sous cet angle, il l'était pleinement. Même si l'embellie fût brève. Pas de son fait.

L'entre-deux-guerres

Elie Reynier reprend l'activité syndicale dans une période de répression et de sérieux conflits internes. Drôme et Ardèche se séparent. Le 7 septembre 1919, le congrès Drôme-Ardèche le décide. Reynier chargé de la commission d'organisation, l'Union des syndicats ouvriers de l'Ardèche naît au Teil le 8 novembre 1919³². Elle compte mille six cents adhérents dont cent-dix enseignants.

Reynier en est secrétaire jusqu'à la fin des grèves de 1920. L'Union a désormais les moyens de payer un permanent syndical et le secrétaire-adjoint, le métallo pouzinois Jules Rouchon, vient d'être licencié. Reynier lui laisse la place.

Il est enfin membre du syndicat des instituteurs, la Fédération de l'enseignement ayant adopté une structure de syndicat unique qui permet d'accueillir les professeurs. Il s'est prononcé contre l'adhésion de l'amicale des professeurs d'EN à la CGT où elle ne ferait, dit-il, qu'accélérer « *l'évolution vers la mollesse et la veulerie* ».

Une nouvelle phase

En 1922, quand se produit dans la CGT la scission voulue par Jouhaux et les siens, la Fédération rejoint la CGTU (unitaire). Au congrès fédéral, Reynier aurait présenté Gilbert Serret à ses vieux camarades, annonçant en lui la relève³³. Une nouvelle phase commence car, en 1924, l'exclusion du PC de Monatte, Rosmer et autres adversaires de la « *caporalisation* » appelée « *bolchevisation* », marque aussi le syndicat. Nombre d'anciens quittent le parti et Reynier l'aurait sans doute fait s'il en avait été.

Ce sont cependant des communistes, pas toujours dociles, qui dirigent la fédération à partir de 1924, Joseph Rollo, puis Maurice Dommangeat, Jean Aulas, tous proches de Reynier. A Noël 1928, le PC lance une offensive forcenée pour la soumettre. La majorité des enseignants communistes ne suit pas :

²⁹Archives nationales, F7 13091.

³⁰ Gérard Roche, DCEF, CLT, juillet-septembre 1978.

³¹ Archives privées.

³² Em. 15 février 1920.

³³ L. Bouët, MSU, CDLR, p. 12. Reynier ne s'en souvenait pas.

certaines quittent le parti, d'autres sont exclus. Les amis de Reynier sont « *la majorité fédérale* », liée plus tard à l' « *Opposition unitaire* » de Rosmer dans la CGTU. La lutte de tendances revêt des aspects déplaisants. La MOR (Minorité Ouvrière Révolutionnaire) contrôlée par le PC traite Serret et ses amis de « *jaunes* » et de « *contre-révolutionnaires* » et chante sur l'air de la Carmagnole qu'on pendra les « *trotskystes-centristes* ». Serret devient secrétaire fédéral en 1930 à 28 ans.

Reynier, qui lui fait une confiance totale, peut prendre ses distances de l'action syndicale courante. Il résiste au courant antisoviétique qu'expriment ceux de ses anciens camarades organisés désormais dans la Ligue syndicaliste avec Monatte. Dans le Bulletin fédéral de la LDH en 1930, il écrit, à propos de la « *croisade antisoviétique* » dont font partie Panait Istrati et Boris Souvarine, qu'il a admirés :

« Nous invitons tous nos camarades à y réfléchir sérieusement. Si graves que soient les fautes et les crimes d'une révolution, ils ne doivent pas nous en faire oublier le point de départ :

« Les révolutions, qui viennent tout venger

Sont un bien éternel dans leur mal passager » (V. Hugo).

*Descendant des révolutionnaires de 93, je ne crois pas que nous ayons le devoir ni le droit de participer à des campagnes qui veulent non pas vraiment corriger des abus mais clairement renverser une révolution »*³⁴.

Militant de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH)

A partir de 1924, Elie Reynier consacre le gros de son action militante aux Droits de l'Homme, à « *la Ligue* » comme on dit alors. En devenant son président départemental, il fait un choix décisif, car il s'agit d'une responsabilité incompatible avec d'autres. C'est une véritable division du travail qui s'établit entre Serret et lui.

L'instituteur Louis Vialle, qui fut son ami et son bras droit à la LDH, son vrai complice dans la vie, a témoigné de ce qu'était pour lui cette tâche :

« Il aimait lutter non peut-être pour la lutte elle-même mais pour la défense de toute cause qu'il jugeait belle et juste. Sa conviction faite, il entamait la bataille sans trop en mesurer les risques, oubliant sa tranquillité personnelle, les représailles administratives toujours possibles et la « qualité » de l'adversaire ».

Dans des conditions difficiles, car il faisait nombre de déplacements à bicyclette, le président avait une tâche énorme : « *questions d'ordre général, défense de la Paix, de la liberté individuelle, de la laïcité* », enquêtes, puis rédaction d'appels, protestations, articles³⁵.

Il s'impliqua beaucoup dans la lutte contre la guerre du Rif. Cette expédition de reconquête coloniale de deux armées modernes sous le commandement de Pétain et Franco n'était que mollement combattue par la direction de la LDH. Il soulignait :

*« A aucun degré [il ne saurait] être question cette fois comme en 14 d'une guerre du Droit, de la Liberté et de la Justice (sauf peut-être de la part des Rifains) »*³⁶.

³⁴ BF LDH, 25 mars 1930.

³⁵ Ibidem, 50.

³⁶ Em., 8 mai 1925.

L'enjeu était selon lui plus important que lors de l'affaire Dreyfus, le « *droit à la vie pour des millions d'innocents, Français ou Africains* ». Il engagea sans mandat son autorité de président en prenant part aux deux grandes réunions organisées par le Comité d'Action contre la Guerre au Maroc animé par le PC et la CGTU, à Valence le 7 juin 1925 et au Teil le 5 juillet. Son initiative approuvée de façon rétroactive, il renonça à participer au comité qui exigeait des prises de position rapides alors que les structures de la LDH étaient lourdes et lentes.

L'autre grande affaire dans laquelle la section ardéchoise de la LDH intervient est celle du procès, puis de l'exécution des anarchistes italo-américains Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti. Reynier parle d'« *odieux jugement de classe* », dit que les juges ont manifesté leur haine des étrangers, puni les opinions révolutionnaires de deux hommes qui haïssaient la guerre ³⁷.

Dans ces deux cas, il se plaint de la « *mollesse* » de l'organisation nationale, du Comité central de la Ligue. De même pour la révision des sentences des conseils de guerre de 1917 et de l'intervention contre la révolution russe ou des affaires liées à la guerre du Rif. Il fait campagne pendant quatorze ans contre la révocation d'un professeur de médecine de Marseille, le Dr Charles Platon. Louis Vialle poursuit :

« Sur le plan local et départemental, le président fédéral, aidé du secrétaire, était aussi l'avocat des petites gens. Ce fut là une tâche immense, ingrate, absorbante, mais aussi une source de joies profondes en cas de succès, d'ailleurs presque toujours obtenu [...] Il s'agissait d'abus de pouvoir, d'injustices, de négligences administratives, de pensions non payées, de droits non respectés » ³⁸.

Il se lia d'estime dans ce travail à l'avocat catholique Joseph de Montgros. Dans la LDH, la section de l'Ardèche était minoritaire, reprochant à la direction « *ses concessions à l'esprit officiel, la lenteur dans l'intervention et surtout son manque d'ardeur anti-belliciste* » ³⁹, Elle était unique par son rôle politique que Vialle a tant vécu qu'il ne le relève plus, celui d'une avant-garde travaillant à unir syndicats et partis. Sous l'impulsion de Reynier, la LDH devint un facteur important de la vie politique en Ardèche.

Antifasciste et pacifiste

Bien des proches de Reynier ont fait de son pacifisme le centre de sa pensée politique. En Ardèche, amis et adversaires complètent le terme par un adjectif en disant « *pacifisme intégral* », qui pourtant change tout. Dans son excellent travail, malheureusement inédit, sur les instituteurs ardéchois, Eric Darrieux emploie pour désigner la doctrine de la majorité fédérale en ce domaine le terme de « *pacifisme révolutionnaire* ». Résumons-le dans les termes même de Gilbert Serret⁴⁰:

« A bas la guerre, le chemin de la paix passe par la révolution sociale qui, en écrasant le régime capitaliste et en effaçant les frontières, supprimera à jamais les causes des guerres [...] Un fusil, soit, mais au service du prolétariat ⁴¹ [...] Dans la guerre de classes, le pacifisme absolu, la non-résistance, la passivité sont des crimes à l'égard de la classe ouvrière »,⁴².

³⁷ Ibidem

³⁸ Vialle, BFV, p. 51.

³⁹ Ibidem, pp. 54-55.

⁴⁰ Em., octobre 1935.

⁴¹ Em., janvier 1930.

⁴² EE, 16 juillet 1933.

La lutte de classe à laquelle Reynier participe à travers le soutien de la Fédération aux luttes ouvrières passe à partir des années 30 par le combat contre le fascisme — le développement du fascisme en Allemagne sous la forme du national-socialisme (nazisme) et en France des formations d'extrême-droite appelées « *les Liges* ». Le terme d'antifascisme n'avait pas encore le sens qu'il prit après la prise du pouvoir par la voie légale des bandes hitlériennes en janvier 1933.

En fait, une grande bataille politique se déroulait à l'intérieur du mouvement ouvrier mondial. L'internationale communiste stalinisée avait lancé après Staline la théorie selon laquelle la social-démocratie se fascisait, devenant « *social-fasciste* », ce qui signifiait pour les PC le rejet de toute proposition de front unique de sa part. La majorité fédérale faisait, elle, partie des rares organisations qui réclamaient, face au fascisme, selon la formule de Gilbert Serret, « *un vaste front unique loyal, offensif de toutes les organisations de la classe ouvrière* »⁴³.

Amsterdam - Pleyel

Un test de cette politique se déroule à l'occasion de deux congrès organisés pour l'Internationale communiste par Willi Miinzenberg. Dans un premier temps, c'est un appel contre la guerre de Romain Rolland et Henri Barbusse, écrivains compagnons de route du stalinisme, qui sert à convoquer à Amsterdam, en août 1932, un « *congrès* », parade destinée à exonérer ses vrais organisateurs de leur politique de division.

La majorité fédérale y participe en indiquant le cadre qu'elle lui assigne :

*« La Fédération de l'Enseignement estime que [...] le Congrès doit d'abord déchirer toutes les illusions pacifistes semées par la bourgeoisie libérale et le réformisme : ce n'est pas avec des rameaux d'olivier qu'on fera baisser la gueule des canons ! [...]. Le Congrès international se discréditerait à jamais s'il écartait les moyens révolutionnaires de lutter contre la guerre »*⁴⁴.

Gilbert Serret est membre du Comité national d'organisation. A Amsterdam, les délégués de la Fédération, comme ceux de l'opposition de gauche trotskyste, bénéficient de l'infrastructure du RSP hollandais de l'ex-représentant de la Comintem en Chine, Sneevliet (Maring).

Les trois délégués enseignants, plus Reynier à titre personnel (il y a aussi Jouve, du Tell, de la CGTU), sont frappés du désordre. « *Tout travail était impossible* », écrit Serret, invoquant le nombre des participants (deux mille deux cents délégués et huit cents invités). la multiplicité des langues, l'absence de traducteurs, le manque de rapport préalable, la confusion générale et « *l'atmosphère de délire* », dit-il, « *savamment entretenue par les chants révolutionnaires et les innombrables cris de «Rotfront» (Front rouge)* »⁴⁵. Bilan médiocre : Gilbert Serret n'a pas pu obtenir la parole. Il est écarté du Comité mondial, composé de personnalités sans mandat ni liens réels avec le mouvement ouvrier.

Pourtant Reynier et ses camarades utilisent le panneau « Amsterdam » pour tenir une série de réunions contre la guerre afin de construire un réseau de comités de lutte. Ils ont presque toujours des orateurs du PC, très souvent ceux du syndicat des instituteurs, le SN de la CGT, la CGT et la CGTU. Ils ont avec eux des socialistes indisciplinés comme Ludovic Bacconnier et *L'Ardèche socialiste*, qu'il dirige, soutient le mouvement.

⁴³ EE, 20 mai 1934.

⁴⁴ Sen-et, H FUE, IV. p. 203.

⁴⁵ Ibidem, p. 204.

Après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, le Comité d'Amsterdam convoque un Congrès contre le fascisme salle Pleyel à Paris. La Fédération y adhère sans illusion. C'est Amsterdam en pire, avec le passage à tabac de l'italien Leonetti, traqué par le fascisme italien, ancien compagnon de Gramsci, devenu trotskyste, présent comme correspondant de presse.

Le représentant de la Fédération, Jean Aulas, se voit généreusement accorder cinq minutes, mais, aussitôt interrompu aux cris de « *trotskyte, salaud* », est évacué sans violence de la tribune par le service d'ordre. Amsterdam et Pleyel fusionnent mais, comme l'écrit Serret, « *la Fédération ne se prête plus à la comédie* »⁴⁶. L'épisode, pour elle, est terminé.

Le Front unique en marche

La fédération ardéchoise, même après la disparition de *L'Ardèche socialiste*, soutien fidèle, redouble d'efforts dans sa lutte pour le front unique contre le fascisme.

En 1934, la compromission de politiciens radicaux avec un escroc, l'affaire Stavisky, relance le mouvement des Ligues d'extrême-droite qui dénoncent « *les voleurs* » et les « *métèques* ». Le 6 février, elles se battent avec les forces de police à proximité du Palais-Bourbon et à l'entrée de la Place de la Concorde. L'émotion est considérable : la menace du fascisme se concrétise. Les barrières contre le Front unique vont s'abattre l'une après l'autre.

Tandis que les directions du PC et de la SFIO tergiversent à Paris, la section départementale de la LDH vote à Privas une résolution qui assure que « *la responsabilité des événements du 6 février repose tout entière sur les bandes fascistes qui souhaitent installer en France le régime hitlérien* »⁴⁷,

Le 11 février, il y a dans les rues de Privas plus de quatre mille personnes pour manifester à l'appel de la CGT et de la CGTU, de la LDH, des amis de l'Union soviétique. Ni PC ni SFIO n'ont appelé mais leurs militants sont là : le lendemain, à Paris, les deux cortèges, on le sait, vont fusionner place de la Nation.

Dans les semaines et les mois qui suivent, contre manifestations et manifestations s'enchaînent. Reynier, élu président du Comité de Vigilance de Privas au cours d'une réunion publique, se multiplie, parlant presque chaque jour devant parfois des centaines d'auditeurs. Le préfet écrit à Paris que « *le mouvement antifasciste représente la seule force d'activité permanente dans le département* »⁴⁸ et souligne le rôle que jouent comme toujours les membres de l'enseignement primaire appartenant au SU et au SN. Eric Darrieux relève que

« *les réunions organisées à l'instigation du PC et sans la présence d'un enseignant n'attirent pas les foules* ».⁴⁹

Le 15 avril 1934, Gilbert Serret est à la tête d'une contremanifestation à Annonay où se tient le congrès de l'Union nationale des Anciens Combattants, la plus importante des Ligues, dont les deux orateurs sont des vedettes de l'extrême-droite (tous deux futurs ministres de Vichy). Georges Scapini et Xavier Vallat. Veut-on à droite un bras de fer en Ardèche⁵⁰ ? Il semble. Quand Xavier Vallat vient aux Vans, le commissaire de police voit dans les contre-manifestants « *communistes et jeunes voyous* » et, « *dans*

⁴⁶ Serret, op. cit., p. 211.

⁴⁷ ADA 5 M 49 I.

⁴⁸ Cité par Darrieux, M, p. 63..

⁴⁹ Ibidem, p. 64.

⁵⁰ ADA I MP 97.

celle foule peu recommandable, des fonctionnaires dont l...] ce n'était pas la place, une bande d'instituteurs »⁵¹,

Une odeur de la guerre civile

Au lendemain des événements des Vans. le journal Le Réveil, de Largentière, écrit : « *Communistes et socialistes se tendaient fraternellement la main. Les Vans avait senti passer la Révolution* ».

Mais les classes dirigeantes ne tendent pas la joue gauche. Au début de juin, une décision est prise dans les cercles dirigeants de l'extrême-droite : la venue à Privas, afin d'expliquer « *la signification du 6 février* », d'un orateur connu, le député de la Gironde Philippe Henriot. Pour Reynier, c'est un fasciste (il sera plus tard ministre de Pétain et dirigeant de la Milice). Il vient appuyer son collègue, l'industriel Pierre Valette-Viallard à une réunion publique le 11 juin.

Reynier et Bacconnier sont pour une riposte immédiate, à la dimension de la provocation que constitue ce choix : le commissaire de police les désigne comme « *les premiers instigateurs de cette manifestation* ». Selon lui, Reynier a dit qu'il fallait empêcher à tout prix la tenue de la réunion d'Henriot. Il précise :

«Le président Reynier croit qu'avec l'appui certain des instituteurs de l'Ardèche, le groupement antifasciste pourra atteindre le chiffre de 200 ce qui permettra d'envahir la salle au risque (sic) d'enfoncer les portes et de s'emparer du Bureau »⁵².

Les autorités ne lésinent pas : une cinquantaine de gendarmes, soixante-quinze tirailleurs marocains et une centaine d'artilleurs de Valence en réserve. Casqués et armés, ils vont repousser les assauts répétés de la foule entraînée par Reynier et Bacconnier vers le théâtre de l'Odéon, où Henriot et Valette-Viallard sont déjà devant huit cents personnes venues en autocar. Les assauts lancés d'abord de la place de l'Hôtel de Ville, puis de la place du Champ de Mars ne pourront franchir les barrages de la rue du Théâtre (aujourd'hui rue Elie Reynier, ce sont les malices de l'Histoire).

Finalement, après avoir brisé à coups de pierres le haut-parleur qui transmettait à l'extérieur le discours de Philippe Henriot, les contre-manifestants, maîtres de la rue — les évaluations varient de quatre cents à un millier —, se regroupent au Champ de Mars. Bacconnier et Reynier se juchent sur le rebord d'un bassin où un partisan de Philippe Henriot vient juste de prendre un bain forcé.

Il y a quelques arrestations et la condamnation d'un instituteur anarchiste, Alfred Arnaud (qui sera plus tard un commandant FTP) mais c'est un échec pour les amis d'Henriot qui n'ont pu tenir leur réunion qu'à huis clos, sous la protection des forces de l'ordre. Certains commentaires reflètent la peur. Le Courrier de Tournon écrit que « *quelques centaines d'énergumènes ont donné un avant-goût du grand soir* ». L'Humanité, elle, oubliant le social-fascisme, écrit le 13 juin : « *A Privas, les ouvriers sont maîtres de la rue* ».

Le Front unique semble en marche. L'unification syndicale sur le plan national est à l'horizon. L'Ardèche a été à l'avant-garde et l'impulsion d'Elie Reynier décisive. On débat maintenant des perspectives et des délais. Trotsky vient d'être expulsé de France et la planète est pour lui sans visa. Les Serret offrent de le recevoir à Saint-Montan. Mais le préfet s'y oppose et il va finalement à Domène (Isère) chez un autre instituteur, Laurent Beau. Un autre instituteur, Raoul Faure, organise à Noyarey une rencontre, le 8 août 1934 avec des représentants de la Fédération, dont Serret, après leur congrès de Montpellier. Trotsky ne parvient pas à les convaincre d'« *entrer* » dans la SFIO pour raccourcir les chemins du Front

⁵¹ ADA 5 M 48.

⁵² ADA 5 M 49.

unique, dans lequel il voudrait les pousser plus vite et il sera parfois très dur dans son jugement sur eux. Pourtant, en même temps, il conserve une grande estime pour Serret et son travail.

Serret a refusé l'« *entrisme* », mais le 12 octobre 1934, il écrit :

*« Nous allons à toute allure vers le fascisme. Progressivement nos conditions matérielles de vie et nos libertés vont s'amenuisant. Nous vivons une époque de régression sociale qui nous mène au fascisme et vraisemblablement à la guerre mondiale [...]. S'unir d'abord ! Lutter ensuite ! »*⁵³

En cela, il coïncide avec Trotsky. C'est entre autres pour cette raison que la haine grandit, menaçante, contre Elie Reynier et Gilbert Serret.

La haine

Eric Darrieux cite un rapport de l'inspecteur d'Académie de l'Ardèche qui parle d'une « *vaste entreprise de désorganisation de l'école par les dirigeants du syndicat unitaire* » et développe :

*« L' action révolutionnaire dans le domaine scolaire se double d'une action révolutionnaire à caractère social et même politique. Il multiplie les ordres du jour en faveur des grévistes de la région. Aucune occasion n'est perdue de critiquer l'œuvre coloniale de la France et celle des grands chefs qui nous ont donné la victoire »*⁵⁴.

Cet admirateur des maréchaux, qui dénonce « *la stratégie de libération du prolétariat* », moucharde en parlant de « *l' action dissolvante de M. Reynier* ».

En février 1932, le Bulletin des écoles libres s'en prend à Gilbert Serret « *grand chef révolutionnaire, un Staline au petit pied* », s'apitoie sur les parents « *obligés de [lui] confier cette chose si précieuse et si délicate qu' est l'âme des enfants* ».

Un versement récent aux archives départementales nous apprend l'existence en 1933 d'une enquête diligentée par le ministre de la Guerre Edouard Daladier sur la base d'un rapport du général Gouraud, gouverneur militaire de Paris, contre des personnes ayant adressé des témoignages d'encouragement à des détenus de la prison militaire du Cherche-Midi. Les personnes visées sont Elie Reynier et sa collègue, amie et collaboratrice, Louise Abrial. Accusation inepte : membres de la LDH, ils ont protesté contre des conditions de détention mais ne pouvaient en aucun cas « *encourager* » à l'objection de conscience.

La question est l'identité du premier dénonciateur⁵⁵ Gringoire, dont on connaît la violence verbale et la prose assassine, écrit :

*« Un misérable ose écrire que les Allemands sont des frères et que ses seuls ennemis sont des Français [...]. Ce misérable se nomme Gilbert Serret »*⁵⁶.

La palme revient à un auteur anonyme pour une lettre adressée à Serret et publiée dans *Le Flambeau des Croix de Feu* en octobre 1934 :

⁵³ Em. octobre 1934.

⁵⁴ ADA 5432 cit. Darrieux, 1979.

⁵⁵ ADA I MP 191.

⁵⁶ Gringoire, 14 juin 1937.

« Quant à vous, instituteurs du désordre public, terrez-vous, cachez-vous dans vos montagnes, les patriotes, dans quelques mois, après avoir brisé le front commun, sauront vous découvrir, tremblants de peur et de honte. Nous chasserons les mauvais Français, les métèques en tous genres [...]. Sus et mort aux meneurs excitateurs qui cherchent la guerre civile. Ils disparaîtront coûte que coûte »⁵⁷.

Toute cette haine va exploser quelques années plus tard, au temps de Pétain, précisément un de ces « *grands chefs* » qui ont « *donné la victoire* » — merci chef ! — quand les Philippe Henriot, Georges Scapini, Xavier Vallat seront ses ministres de choc.

Bientôt pourtant, c'est une autre rupture et ce sont d'autres menaces. Le puissant appareil international de Staline, ses partis, ses journaux, ses intellectuels, ses tueurs comme ses diplomates, s'en prennent aux hommes de l'espèce de Reynier, Serret et autres partisans de la paix en les présentant comme des agents du fascisme.

Elie Reynier, toujours identifié en Ardèche à la Ligue des Droits de l'Homme et rassembleur de ces hommes qui se divisent, continue sur la lancée qui l'a fait adhérer en mars 1935 au CVIA (*Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes*), point d'ancrage du Rassemblement populaire. En mai 1935, il rejoint la section privadoise des *Amis de l'Union soviétique*.

Dans l'intervalle, en octobre 1934, il a pris sa retraite. non pas frappé d'une « *mise à la retraite d'office* », comme on l'a écrit, mais en conséquence d'un décret-loi récent.

Vers le Front populaire

En France, le tournant du PCF de la politique de la « *troisième période* », de la dénonciation du « *social-fascisme* » à celle du Front populaire, qui étend l'alliance, au-delà des partis socialistes aux radicaux, considérés comme incarnant les « *classes moyennes* », se situe en mai 1935, après la conclusion du pacte franco-soviétique signé par Staline et Pierre Laval.

Ce dernier est revenu de Moscou avec une déclaration de Staline approuvant la politique de défense nationale du gouvernement français. un désaveu de la politique antimilitariste du PC français, lequel s'aligne aussitôt, avec son affiche « *Staline a raison* ». La rupture est inévitable avec ceux qui menaient campagne avec lui contre « *le Fascisme et la Guerre* » et particulièrement les enseignants ardéchois de la FU.

Eric Darrieux écrit :

« *Les instituteurs membres des jeunesses communistes et du parti communiste abandonnent la campagne antimilitariste menée contre la Préparation militaire supérieure à l'Ecole normale, contre la loi de prolongation du service militaire à deux ans* »⁵⁸,

Gilbert Serret attaque la politique des partis et de l'URSS :

« *Le pacte d'assistance mutuelle est une machine de guerre impérialiste, l'URSS et l'Internationale communiste nous mènent à l'union sacrée et à la plus épouvantable des tueries [...].⁵⁹ Nous continuerons notre voie vers la Paix par la Révolution [...], à être des antimilitaristes irréductibles, ne voulant marcher dans aucune des guerres baptisées « *défense de l'URSS* » ou de « *sécurité française* ».*

⁵⁷Original, archives privées.

⁵⁸ Darrieux, op. cit. p. 65.

⁵⁹ EE, mai 1933.

Nous continuerons à travailler avec acharnement à la ruine définitive de notre propre impérialisme et de l'impérialisme mondial qui sont les causes profondes de la guerre »⁶⁰.

La fédération unitaire participe en août 1935 au congrès de Saint-Denis contre la Guerre et l'Union sacrée, tentative de regrouper les éléments fidèles à l'internationalisme prolétarien. Elie Reynier est présent à titre personnel. Dans l'intervalle, le congrès d'Angers a engagé la Fédération vers la fusion qui va accompagner la réunification de la CGT.

Reynier, sous le titre « *Par la Révolution - La Paix* » argumente en novembre 1935 contre les nouveaux bellicistes antirévolutionnaires des PC :

« Il est impossible [...] de faire reculer seule, une guerre menaçante, donc peu efficace de l'attaquer seule, de ne combattre que «la guerre en soi» : il faut mettre en cause tout le système. Si tu veux la Paix, prépare la Révolution »⁶¹.

Le Front populaire au pouvoir

La victoire électorale du Front populaire en mai 1936, la puissante vague des grèves de juin, son arrêt par la CGT et l'influence récemment acquise du PC, puis le début de la guerre civile espagnole marqué par l'intervention italo-allemande du côté nationaliste, la non-intervention de l'URSS, la révolution sociale là où les militaires ont été battus, aggravent les tensions.

Finalement, l'appui de l'URSS à la République à partir d'octobre 36 et sa participation à la répression en Espagne contre les éléments révolutionnaires posent le problème de façon aiguë. L'antifascisme se réduit à l'hostilité aux puissances fascistes, l'axe Rome-Berlin et Franco, et secondairement, aux fascistes de son propre pays, simple « *cinquième colonne de l'étranger* ». Il est opposé à la révolution.

Elie Reynier n'est nullement sur une position de repli au moment capital de juin 1936. Ce sont des perspectives politiques très ouvertes qu'il propose à la section fédérale de la LDH avec une résolution générale :

« Se réjouissant du succès incontesté du Rassemblement populaire, elle exprime son vif désir de voir le Parlement et le Gouvernement nouveaux réaliser sans retard et très énergiquement l'action indispensable pour laquelle ils ont été désignés : lutte contre les trusts, les grandes banques, les industries privées de guerre, le rapprochement solide et durable des peuples ».

Il avertit en même temps :

« Carence et retard de cette œuvre urgente causeraient une déception qui conduirait droit au fascisme et à la dictature et c'est bien ce qu'escomptent les adversaires du régime ».

Au congrès fédéral d'Aubenas, il présente son analyse en déplorant que l'on crée dans le pays ce qu'il appelle « *une psychose de guerre anti-hitlérienne [...] avec une suprême habileté, préparant le pays, au nom de la lutte contre l'hitlérisme, à une nouvelle union sacrée* ». Il développe :

« Prétendre que nous sommes partisans d'Hitler c'est une facétie ou une sottise [...]. Une guerre, même avec Hitler, serait forcément dans les premiers jours l'avènement de la dictature la plus draconienne, de la censure totale, de la prison, et du poteau pour les hérétiques [...], non pas une guerre du Droit et de la civilisation contre la Barbarie, mais une guerre qui, fût-elle pour défendre «la Révolution russe»,

⁶⁰ EE, février 1936.

⁶¹ Em., novembre 1935.

serait un des pires moyens de la défendre puisqu'elle aboutirait à des millions et des millions de morts, de mutilés, de veuves et d'orphelins et à des massacres et des ruines incalculables, aux crimes les plus odieux, tous les crimes de la guerre ».

Il termine par ses raisons d'espérer :

« Nous voulons croire que le Rassemblement populaire ne sera pas une duperie ; que ses succès ne seront pas suivis de la plus dure déception de notre vie publique. Raisons d'espérer ? Il n'y en a qu'une, puissante certes, c'est l'enthousiasme populaire que l'on sent partout dans les villes et les petites communes rurales, que la foule ait crié à Blum au Mur des Fédérés : « Blum, de l'énergie, de l'énergie ! », un élan et une confiance aussi extraordinaires, il y a là quelque chose de grand. Nos chefs n'ont qu'à marcher. Plus vigoureusement ils agiront, plus vigoureusement ils seront soutenus. Oseront-ils ? »⁶².

La réponse à cette question n'a pas tardé. Elle s'est appelée la pause pour les revendications, la non-intervention en Espagne, puis les procès de Moscou.

L'appel aux Hommes

Le milieu de 1936 voit exploser une affaire Dreyfus à l'échelle mondiale : les procès de Moscou, où, après des aveux invraisemblables et déshonorants tant pour eux que pour la cause révolutionnaire, sont condamnés la plupart des compagnons de Lénine et adversaires de Staline, Zinoviev et Kamenev, Piatakov et Radek, Boukharine et Rakovsky enfin, et tout au long, l'inlassable hurlement sauvage, le cri de mort contre Trotsky, incarnation du démon, accusé des pires crimes. La seule base de l'accusation est constituée par des aveux dont on sait aujourd'hui qu'ils avaient été arrachés par la torture ou d'atroces chantages.

La première protestation importante, le texte organisateur de la campagne française contre les procès de Moscou, *L'Appel aux Hommes*, a été écrit par Marcel Martinet, ce fin poète du noyau de *La Vie Ouvrière*, fidèle correspondant d'Elie Reynier, à la demande de Léon Sedov, le fils de Trotsky. Il exige une commission d'enquête impartiale sur les accusations lancées par Staline dans sa campagne meurtrière :

« Devant la réalité quelle qu'elle soit que recouvre le procès de Moscou, tous ceux, ouvriers ou intellectuels pour qui la Révolution d'Octobre a signifié une étape décisive vers la justice sociale et déjà, dans la nuit de la guerre des nations, une magnifique renaissance humaine, tous se sont sentis bouleversés. Tous, ils veulent, nous voulons savoir.

Nous voulons savoir d'abord — et cela suffit — par simple souci de la dignité humaine.

Nous voulons savoir par solidarité profonde avec le peuple de l'URSS. A tue-tête, les ennemis de la liberté et de la justice, nos La Rocque et nos Doriot, dénoncent comme le centre de perdition Moscou, Moscou. Contre leur pernicieuse sottise, nous ne possédons dans une époque anxieuse comme la nôtre qu'une seule arme efficace, la vérité. Il nous la faut donc cette vérité, et entière, et quelle qu'elle soit.

Les travailleurs français depuis plusieurs mois ont repris conscience d'eux-mêmes ; ils se rouvrent à l'espérance. Mais ils sentent aussi que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ! Ou jamais ne sera. Pour qu'ils puissent accomplir leur tâche de paix et de justice, il faut avant tout qu'ils voient clair, qu'ils luttent en pleine clarté. Le procès de Moscou barre soudain leur route d'une ombre immense. Cette ombre doit être dissipée, elle doit l'être au plus tôt ».

⁶² BF LDH. mai 1936.

Et l'appel final :

« *Nous nous adressons aux hommes de tous les partis qui se disent dévoués à la libération des travailleurs, tous ceux, quelles que soient leurs idéologies particulières, qui ne connaissent de progrès humains que lorsque sont authentiquement accrues la justice sociale et la dignité de l'homme. Qui d'entre ceux-là refuserait de demander la vérité ?* »⁶³,

Parmi les signataires de ce texte capital contre les crimes staliniens, on trouve, à côté d'Elie Reynier, les noms de ses camarades Monatte, Martinet,

Louis et Gabrielle Bouët, Dommanget, Emery et de plus jeunes, des écrivains, des journalistes, des historiens.

Bataille autour des procès de Moscou

C'est une dure bataille. La France populaire, dans les mois qui suivent la victoire électorale, se repaît d'illusions. Le Parti communiste, membre de la coalition victorieuse, est sous sa protection. Dans une grosse partie de la classe ouvrière et chez les intellectuels dits de gauche prévaut une mystique de l'URSS et le début du culte de Staline. Une attaque contre eux est considérée comme une aide objective au « fascisme ». Injures, menaces, calomnies, coups même, pleuvent sur ceux qu'on accuse de « trotskysme » (on dira plus tard « hitléro-trotskysme ». Un exemple est le traitement réservé à André Gide, autrefois adulé, après la publication de *Retouches à mon Retour de l'URSS*, où il s'est permis des critiques de la répression stalinienne.

Phénomène frappant, bien mis en relief par Gérard Roche, des intellectuels comme Romain Rolland, des organisations comme *la Ligue des Droits de l'Homme*, qui avaient battu froid à la Révolution russe, se rallient aux assassins de révolutionnaires. Reynier ne se laisse pas abattre par cette double trahison des principes et des luttes menées en commun, mais il en souffre.

Il y a de nombreuses réunions contradictoires dans tout le pays et les instituteurs y jouent le rôle que l'on peut imaginer. Une grande bataille politique se livre au sein de *la Ligue des Droits de l'Homme* dont les dirigeants, entraînés dans le meilleur des cas par la mystique du Front populaire, manifestent une grande confiance dans le régime stalinien et entreprennent une défense très biaisée des procès de Moscou. Le comité central a désigné une commission de trois membres chargée de rapporter sur le premier procès de Moscou, celui des Seize. Le rapport est rédigé en un temps record par l'avocat Raymond Rosenmark qui n'a rien d'un avocat des Droits de l'Homme. Gérard Roche écrit :

« *Me Rosenmark se contente de suivre le compte rendu officiel du procès et l'analyse de l'avocat britannique Pritt [compagnon de route connu]. Comme ce dernier, il se refuse à mettre en doute la spontanéité des aveux, ce qui constituerait selon lui «un manque absolu d'esprit scientifique» contraire à toutes les règles en matière de preuves. Il exclut la possibilité d'aveux arrachés par la torture ou tout autre moyen dans seize cas sur seize* »⁶⁴,

Elie Reynier est dans la minorité avec Magdeleine Paz, Emery, Georges Pioch, le combattant anti-colonialiste Félicien Challaye, Georges Michon, pacifistes de la *Ligue Internationale des Combattants de la Paix* ou membres du *Comité Amsterdam-Pleyel* ou du *Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes*. Il fustige à travers la direction de la LDH « *la rubrique permanente des lâchetés, des compromissions, des concessions de toutes sortes* ». Dans *l'Ecole Emancipée* du 1er novembre, sous le titre « *La Décomposition du dreyfusisme* », il replace l'épisode dans l'histoire contemporaine. Le 13

⁶³ Roche, loc. cit., pp. 99-100.

⁶⁴ Roche, ibidem.

janvier 1937, il s'en prend à Guéhenno pour sa mauvaise polémique contre Gide, le comparant à Ponce-Pilate, dont il rappelle au passage que « *la cuvelle a gardé quelque renommée dans l'histoire* ». Il fustige les intellectuels français qui vilipendaient la Russie tandis que lui et ses amis défendaient âprement et ardemment la Russie révolutionnaire ⁶⁵,

Bientôt, il y a de nouveaux procès à Moscou. Le congrès de Tours de la LDH, en juillet 1937, repousse par 488 voix contre 255 et 53 abstentions une motion de Félicien Challaye en faveur de la poursuite de l'enquête. C'en est trop. Les minoritaires démissionnent du comité central

« *Nous refusons de nous associer plus longtemps à ce déni de justice qui, pour la Ligue de l'affaire Dreyfus, équivaut à une démission [...]. Nous refusons de nous associer plus longtemps à un silence complice [...]. La seule question, ô dreyfusards renégats : «Doit-on rechercher avant tout la Vérité ? Doit-on dire ce qu'on croit la vérité, et la question corollaire, comment sert-on le prolétariat (et même l'humanité), par le mensonge et le silence, ou par la vérité ?»* ⁶⁶.

Pour Reynier et les siens, l'internationale communiste et les PC sont les défenseurs d'une nouvelle union sacrée pour la défense de l'URSS qui extermine « *trotskystes* », socialistes et communistes de gauche, anarchistes, chez elle et en Espagne. Reynier, dans une lettre du 14 septembre 1937, dénonce la campagne de meurtres « *contre de vrais révolutionnaires* » en Espagne et les calomnies contre le POUM ⁶⁷. C'est la fin d'une certaine Ligue, mais surtout celle des espérances de réaliser un front unique face à la guerre.

Face à la Guerre

Le groupe d'Elie Reynier est arrivé au bout du rouleau. La politique mondiale lui a passé autour du cou un nœud coulant qui se resserre dès qu'il tente de lui échapper et ses tentatives en ce sens, après les horizons entrevus, semblent bien dérisoires.

D'abord leur force matérielle s'est réduite ou, du moins, n'est plus aussi favorablement disposée. Le temps n'est plus où la section ardéchoise de la LDH était catalyseur et centre des organisations ouvrières et démocratiques et Reynier leur rassembleur. Gilbert Serret et ses camarades ont certes gardé les rênes du syndicat mais ils y sont en minorité, non seulement en Ardèche mais au plan national et perdent leur influence. Ils savent qu'on ne suscite pas une révolution par des proclamations, bien placés pour le savoir, eux qui avaient mis en garde contre le désespoir qui suit l'espérance déçue.

Gilbert Serret a-t-il une chance ténue de convaincre quand il parle au congrès de la CGT à Nantes en 1938 ? Il obtient 121 mandats sur 25 204. En fait ces hommes ne peuvent plus rien. Tout est décidé sans eux, en-dehors d'eux et, par la force des choses, contre eux par « *les bandits qui sont causes des guerres* », comme le chantait Montéhus dans *La Butte rouge*.

Reynier avait posé la classique question des pacifistes : vaut-il mieux être un chien vivant ou un lion mort ? Il semble qu'il ne se soit pas rapproché de la réponse « *chien vivant* », ne serait-ce qu'à cause de l'Espagne et aussi parce que les révolutionnaires russes avaient vu dans un sens contraire le rapport entre guerre et révolution.

Bien entendu, la conception « *intégrale* » du pacifisme place ses tenants dans une position impossible. Caricaturons. Cette conception de la guerre/apocalypse, où l'humanité se détruit, mettant fin à

⁶⁵ EE, 13 février 1938.

⁶⁶ Cahiers LDH, 1er novembre 1937.

⁶⁷ Ibidem, 19 octobre 1938.

l'histoire, est une conception aussi catastrophiste que catastrophique. Si la guerre est apocalypse, il n'y a plus ensuite que le néant. Le rôle des pacifistes sera-t-il de fermer boutique et de faire la queue à la porte des prisons en attendant la fin du monde ?

En 1938, leur arme, face à la crise de Munich, c'est le *Centre syndicaliste de Lutte contre la Guerre*, mis sur pied par Emery, que Reynier seconde avec Chasson, des tracts, des pétitions contre la guerre, une campagne dont, selon l' *Emancipation*, Reynier est le moteur. Une dérision, dont il se console mal en assurant malheureusement que « *les peuples ont montré leur amour de la paix* »... en acclamant leurs chefs, au retour de Munich.

Quelques semaines plus tard, c'est la fameuse grève du 30 novembre 1938, mal engagée, très ambiguë — contre les décrets-lois ou contre Munich ?⁶⁸ C'est un vrai désastre pour le syndicat en Ardèche : deux cent soixante grévistes syndiqués, cinq cents syndiqués n'ont pas fait grève. Logiques, les amis d'Emery, vrais munichois, ont appelé les syndicalistes du Rhône à ne pas faire grève.

Dans l'intervalle, les staliniens se déchaînent. En Ardèche, leur porte-parole. Henri Chaze, est un ancien dirigeant des *Jeunesses communistes* qui refuse dès 1938 de diffuser le journal syndical, selon lui, « *l'instrument d'une propagande qui vise à affaiblir nos forces en divisant au plus grand profit de nos adversaires et en particulier des fascistes* ». L'année suivante, le même liera sans vergogne cette propagande aux « *incendiaires du Reichstag et aux bourreaux de la classe ouvrière du IIIe Reich* »⁶⁹. Avant de défendre quelques mois plus tard le pacte Hitler-Staline. Ce pacte, nous ne le commenterons pas. Aucun des protagonistes ne peut en traiter sérieusement en public. Comme l'avait annoncé Gilbert Serret, Daladier veillait.

La deuxième guerre mondiale

Yvonne Issartel. normalienne à la veille de la guerre, trésorière du syndicat en 1939, raconte :

« *La guerre déclarée, la répression du gouvernement Daladier frappait durement les militants syndicalistes. Les responsables étaient envoyés dans leurs postes de disgrâce et nous devions resserrer les rangs pour assumer les responsabilités syndicales. Ce fut l'époque des réunions clandestines à La Voulte. Valence. Reynier fut toujours des nôtres* »⁷⁰.

La « *drôle de guerre* » amenait son premier lot de malheurs, la mort d'André Blachon, successeur de Reynier à l'EN, tué au front, et le grave accident survenu à l'armée à Gilbert Serret : trois vertèbres brisées, gravement handicapé, astreint au port d'un corset douloureux. Fin mai, ce furent l'arrestation et l'internement de Reynier.

En camp Suzanne Blachon, veuve de guerre, évoque cette arrestation le 29 mai 1940, à 9 h 30:

« *On l'accusait d'être communiste, russophile, stalinien, que sais-je ! Un homme subversif. On n'y regardait pas de trop près, on voulait ignorer combien de lances il avait déjà rompu avec le stalinisme* »⁷¹.

⁶⁸ Em., mars 1938.

⁶⁹ Em., avril 1939.

⁷⁰ BFV, pp. 68-69.

⁷¹ S. Blachon, BFV, p. 66.

Il apprendra plus tard que la cause de son arrestation est une carte postale du 20 mai dans laquelle il s'indigne d'une phrase de Paul Reynaud parlant de « *colmater* » une brèche ouverte dans le front. « *Avec les poitrines de nos enfants ?* ».

On me permettra de faire ici ma première intervention de témoin. J'avais alors 14 ans. Garçon indépendant, j'avais pour mes parents un réel respect et je respectais ceux qu'ils respectaient. Je respectais ce curieux vieux monsieur barbu qui se déplaçait à vélo avec un gros cartable et parlait avec passion. L'émotion de mes parents à ces simples mots : « *Monsieur Reynier arrêté* » me frappa. Ils ne commentèrent pas, ne tentèrent devant moi aucune explication.

J'étais enclin à comprendre une « *guerre du Droit* » contre Hitler, mais pourquoi ceux qui l'avaient déclarée jetaient-ils Reynier en prison ? Je me posais la question tous les soirs en regardant au loin, sur le Coiron au-dessus de la plaine du Lac, les lumières de Chabanet, cette ancienne bergerie transformée en camp de détention où le vieux professeur respecté dormait sur des planches disjointes et une paille sans paille. Pourquoi ? L'exode et la débâcle me donnèrent la réponse. Ceux qui nous dirigeaient et nous commandaient étaient dans leur rôle en emprisonnant les hommes respectables.

Il y en avait à Chabanet de non moins respectables, l'instituteur Célestin Freinet, communiste et pédagogue novateur, l'ingénieur Robert Louzon, alter ego de Monatte, l'homme qui avait acheté pour la CGT l'immeuble de la Grange-aux-Belles, et celui que Reynier mentionne avec affection encore dans une lettre de juin 1952, Joseph Thibon, communiste du Tell, dont il loue l'intelligence, la curiosité d'esprit, la largeur de vues, regrettant que ce vieux militant n'ait pas été correctement traité dans son parti où des jeunes — notamment Henri Chaze mentionné plus haut — « *lui ont bouffé le peau du dos* »⁷²: Thibon confie à Reynier que ce jeune bureaucrate l'a traité de « *vieille croûte* » et de « *bon à rien* »⁷³. Ses discussions avec les membres du PC sont parfois âpres. Quand il a affaire à ceux qu'il appelle « *les charbonniers* » : « *Idolâtrie, absence totale de sens critique et de sens moral quand il s'agit de Staline* ». Mais d'autres sont pour lui de vrais camarades. Il prend soin de distinguer le « *stalinisme* » du « *communisme* ».

Ce séjour fut bref : Reynier arriva le 29 mai et sa valise, apportée par un jeune collègue, 48 heures plus tard. Les Ardéchois furent déménagés le 5 juin vers le camp de Saint-Angeau à Riom-ès-Montagne d'où, arrivés le 8, ils repartirent le 11 pour arriver à Carpiagne le 13. Reynier avait réussi dans l'intervalle à mettre au point un système de communication « *clandestin* » dont nous ne savons rien, sauf que son technicien était Louis Vialle, son vieux complice. Le 17, il note « *le gouvernement de la dictature avec Pétain* », redoute « *une répression intérieure accrue* ». L'Algérie — Toggourt — était leur destination mais l'entrée en guerre de l'Italie les bloqua à Chibron le 20 juin. Sans doute les démarches d'hommes alertés par Vialle, des députés, le socialiste Froment, le radical Gaston Riou, du recteur Sarrailh et des sénateurs Lautier et Marcel Astier, avaient-elles eu le temps d'aboutir ? Il fut libéré le 6 juillet. « *Trop beau pour être vrai* ». s'exclame-t-il ⁷⁴. Peu après son retour, il fut en effet informé par un commissaire de police qu'un arrêté d'assignation à résidence au Petit Tournon le concernant avait été signé le 14 juin 1940.

« *La commune de Lyas n'a ni coiffeur, ni trésorerie, ni Archives départementales, ni restaurant et il s'agit de « ne pas quitter sans autorisation les lieux fixés » : ça me paraît clair mais c'est bien dérangent*

⁷² Lettre à F. Serret, 9 juin 1952, archives privées.

⁷³ Carnet du Concentré, p. 31. Le Carnet est publié dans le n° 61-2 des Mémoires d'Ardèche.

⁷⁴ Carnet du Concentré, p. 54

»⁷⁵. Il ajoutera plus tard : « *Je n'ai donc plus bougé que pour les commissions nécessaires et autorisées, en tirant un peu par moments sur l'élastique* »⁷⁶.

Le 20 août 1940, il s'entendit refuser par le préfet la permission de se rendre aux obsèques d'Elise Avéras, brisée par deux mois de détention. L'homme de Vichy, commenta : « *Une personnalité comme celle de Mademoiselle Avenas... et la vôtre [...]. Sans doute la Révolution, par vingt-cinq personnes, au bord d'une tombe* »⁷⁷.

C'est en décembre qu'il révisa ses notes, écrivit une introduction pour son Carnet du Concentré, « *dans une France aujourd'hui domestiquée, adulatrice ou abêtie, ou silencieuse de terreur et de rancune et attendant la revanche du bon sens, de la liberté, du droit, de l'équité* »⁷⁸. Sa résidence surveillée allait durer jusqu'au 22 septembre 1941 et ne prit fin que sur des interventions d'ex-syndicalistes ralliés à Vichy et peut-être aussi de personnalités vichystes locales de la Légion, sensibles à l'émotion provoquée par le sort de cet homme âgé, ancien combattant, exprimée par l'avocat Joseph de Montgros, et en vue d'un apaisement.

L'enfant et le maître d'école

C'est à sa libération que j'eus la chance de rencontrer vraiment Elie Reynier. Ma mère, très donquichottesque, s'était précipitée chez Mme Reynier dès la nouvelle de son arrestation et, bénéficiaire de la « *révision des amitiés* », comme il disait, s'y précipita en apprenant sa libération. Je l'accompagnai. Il me reçut avec beaucoup de gentillesse, m'indiquant livres politiques et historiques. Je feuilletais, en écoutant. Il racontait des souvenirs de camp. Deux anecdotes me sont restées, celle du lieutenant qui avait des dossiers à « *conspuer* » et qui menaçait : « *N'essayez pas de fuir, j'ai un œil de larynx* ». Je n'ai pas ri : pareil imbécile pour garder un Elie Reynier 1

Il m'autorisa à lui emprunter une dizaine de volumes. Je me souviens seulement de quatre volumes rouges — la raison de mon choix — *l'Histoire de la Révolution russe* de Trotsky. La semaine suivante, je revins seul, vidai puis remplis mon cartable et nous avons parlé. Tout l'été, je l'écoutais mais aussi je le discutais. Il était ravi de ce que ma mère appelait mon insolence car je n'étais pas toujours de son avis. Elle vint un jour expliquer « *au maître* » qu'il ne se rendait pas compte que j'étais jeune. L'œil brillant derrière le lorgnon palpita un instant puis, avec un sourire discret mais rosse, il dit : « *Vraiment, chère amie, il est jeune ? Je ne m'en étais pas aperçu* ». Quelques années plus tard, j'ai évoqué pour France Serret les souvenirs de mes visites au Petit Tournon de l'enfance à l'âge d'homme :

« Il était pour moi l'homme qui savait tout, qui avait tous les livres et la clé du monde. Je me faisais expliquer aussi bien les problèmes que me posaient les cours d'histoire [...]. Que ceux du monde : la plus-value, les procès de Moscou, le syndicalisme, le relief volcanique, les rapports entre la réforme protestante et le développement du capitalisme, Gandhi, Trotsky, Rainer-Maria Rilke, Walt Whitman, la Guerre d'Espagne, les problèmes religieux, notamment les traductions de la Bible, et puis la Commune de Paris, et l'enseignement, la pédagogie moderne, les métiers de l'imprimerie, le classement des archives... Je lui ai parlé de tout ce qui m'intéressait et tout me passionnait. Il répondait en bon pédago, cadrant le problème, puis faisait le tour de sa bibliothèque, et me rapportait bouquins, brochures, coupures, notes manuscrites [...].

⁷⁵ Lettre du 17 juillet 1940, archives privées.

⁷⁶ Carnet du Concentré, p. 54.

⁷⁷ Carnet du Concentré, p. 16.

⁷⁸ Carnet du Concentré, p. 2.

Puis il y a eu une deuxième phase. Je venais moins souvent parce que j'avais quitté Privas. J'allais pourtant toujours chez lui, dès mon arrivée, sinon le premier jour, du moins le lendemain. Mais je n'étais plus un petit garçon. J'étais un jeune homme qui se lançait comme tant d'autres à cette époque dans une vie qui s'appelait « lutte armée ». Je transportais des armes, je maniais des explosifs, j'ai séjourné au maquis, suivi une école de cadres dans les montagnes, appris à tuer et rejoint les Etudiants communistes. Je n'avais pas oublié ce qu'il m'avait appris mais cela appartenait à un autre monde, celui d'avant-guerre. Il fut à cette époque le seul contact pour moi entre ces deux mondes.

Maintenant, chez lui, c'était moi qui parlais. Il savait écouter comme je voudrais toujours savoir le faire avec les jeunes, il posait des questions, il voulait comprendre et c'était pourtant, je le comprends avec le recul, diablement difficile pour lui d'admettre l'itinéraire que je suivais. Il m'interrogeait de temps en temps et me poussait sur d'autres terrains où il pouvait me rappeler les principes, les méthodes de pensée et de recherche. J'ai eu une poussée «écrivaine», je lui envoyais poèmes, pièces de théâtre, manifestes en tout genre. Il répondait, annotait, critiquait, me traitant avec un sérieux inimaginable.

Ce n'était pas là une attitude superficielle : je me souviens d'une algarade dans son bureau avec un de ses anciens disciples qui m'avait crucifié du haut de son expérience parce que je disais mon aversion pour le pacifisme devenu une solution individuelle de fuite. Reynier prit ma défense avec une violence qui me surprit, disant en substance que je cherchais et que je ne connaissais de vérité que celle que j'avais vécue. Lui, en tout cas, ne disait pas qu'il ne s'était jamais trompé, il disait même qu'il s'était certainement trompé, puisqu'il avait été battu et que j'avais raison de tout remettre en cause puisque je le faisais sans me ménager »⁷⁹.

1943 - La mort et le désespoir ?

Dans cette guerre qui semble alors interminable, 1943 est lourde de malheurs et de menaces. Gilbert Serret, ramené en Ardèche, à Balazuc, poste pour débutant, sur sa demande après un déplacement d'office, est inquiet : des hommes qui ont été ses camarades, pour lui maintenant des « traîtres », rôdent autour de lui, lui écrivent. L'un d'eux tente de l'entraîner ou de l'acculer au refus périlleux d'adhérer à une association professionnelle pétainiste. On lui conseille d'être sur ses gardes : Xavier Vallat, l'homme qui imagina la Légion et dirigea le commissariat aux questions juives, a toujours du poids, déteste Gilbert, a essayé d'empêcher son retour. Les gendarmes réclament aux Serret leurs photos : le lieutenant confie que c'est « un autre service » qui les exige. Milice ?

La tragédie est proche. C'est dans l'extraordinaire site naturel de Balazuc, dans un *gour* de l'Ardèche où le courant semble l'avoir amené, qu'on a retrouvé au petit matin du 30 juin 1943 le cadavre de Gilbert, un trou au front et un bras levé, comme si on l'avait trainé. Braconnier impénitent, il était parti s'occuper, la veille au soir, du filet de pêche aux blancs procuré par son ami Chasson.

Deux hommes jeunes, en short, étaient apparus les jours précédents. Ils passèrent devant la porte de l'école où les Serret prenaient le frais avec leur hôte de quelques jours. Elie Reynier, et les saluèrent. Gilbert, en allant à son filet le lendemain, les aperçut et eut le sentiment qu'ils l'épiaient. Il en fit part à sa femme. On sut plus tard que deux bergères avaient de haut observé le même manège. Le surlendemain soir, il ne revint pas.

Il fut très discrètement enterré. L'hommage de la population ne lui fut rendu que des années plus tard, en décembre 1950, à Saint-Montan, lors de l'enterrement de Maria Chaulet-Serret, sa mère. Selon une lettre de France Serret à Louis Bouët, Joseph Thibon, membre historique du PCF en Ardèche, soulevé

⁷⁹ Lettre de P. Broué à F. Serret, 22 avril 1966, archives privées.

contre la guerre en 1917, cheminot révoqué en 1920, camarade de détention d'Elie Reynier en 1940, rappela en termes émouvants « *le souvenir de l'ardent militant qui était aimé de toute la classe ouvrière de cette vallée du Rhône et si redouté de tous les fascistes du coin* »⁸⁰.

Serret a-t-il été assassiné ? La question ne peut pas être écartée, même si elle n'est pas résolue. De la « *balle dans la peau* » promise en 1933 au congrès de la CGTU aux menaces des *Croix de Feu* en 1934, les assassins possibles ne manquaient pas. Les Miliciens ne pouvaient pas ne pas s'intéresser à lui. L'enquête conclut à un accident, thèse discutable mais utile aux gens en place. D'autres adversaires de gauche du stalinisme et d'autres bêtes noires des patrons de combat et des Miliciens ont péri de façon moins mystérieuse en cette période. Reste l'hypothèse d'une glissade fatale avec le lourd corset.

Comme le démontre pourtant sa correspondance avec René Dazy, France Serret a pensé qu'il s'est agi d'un crime commis par des tenants de la « *Réaction nationale* », et nous partageons son jugement. C'est probablement la Milice qui a tué Gilbert Serret, et ce fut la revanche des Xavier Vallat, Philippe Henriot, Georges Scapini et de tous ceux qui l'ont tant haï.

Elie Reynier ne prononça plus jamais le nom de son ami sans que ses yeux s'emplissent de larmes. Il ferraila pour défendre sa mémoire contre les vichystes du journal *Au Travail*, de Chambéry, qui avaient tenté une opération frauduleuse pour l'annexer à leurs idées et qu'il contraignit, malgré les risques considérables pour lui, à publier un démenti.

C'était pour lui le deuil majeur. Pas le seul. Au début de la guerre, il avait ressenti profondément la mort au front d'André Blachon. Il était très inquiet pour son fils Paul, prisonnier en Allemagne. Il fut très affecté en 1943 par la mort, d'une méningite, d'une de ses petites-filles, Lucienne, fille de Paul, sa « *Lulu* », et lui consacra un poème et des lignes déchirantes⁸¹. Et puis Elise Avenas, Clément Dayre. .. Madame Reynier et lui avaient recueilli un enfant juif qui resta deux ans avec eux. Il ne mentionnait jamais cet hôte clandestin dont nous ne connaissons que l'existence et ignorons jusqu'au nom.

Le 31 août 1943, à un homme du journal *Au Travail* qui lui fait des avances en assurant qu'il leur doit la fin de sa résidence surveillée et le retour de Gilbert en Ardèche, il répond :

« *J'ai 68 ans [...] et un pessimisme désespéré devant une « humanité maudite » (Jaurès) et la banqueroute de tous mes rêves. Je me tais. Et je ne m'accroche à la vie que par quelques affections et par le travail, la longue élaboration de mon Histoire de Privas. Mais je me considérerais comme un renégat à tout ce que j'ai fait et pensé depuis l'âge d'homme si j'abandonnais, comme vous et d'autres le faites, une bonne partie de mon attitude et de mes idées de naguère... Et nous suivons, oh, sans emballement naïf mais avec une vive curiosité, la nouvelle expérience italienne, chute du fascisme et « pseudo-démocratie »* »⁸².

Reynier et l'actualité de la guerre

Elie Reynier avait revendiqué avant-guerre la double étiquette d'antifasciste et de pacifiste. Quel sens ces mots avaient-ils pour lui désormais ? Le pacifisme dit intégral avait entraîné Emery dans la collaboration avec l'occupant. Il en était profondément attristé car cette évolution était pour lui un reniement.

⁸⁰ Lettre de F. Serret à L. Bouët citée dans LMSU, CDLR, p. 14.

⁸¹ Archives privées.

⁸² Archives privées.

Il était parfois brusque avec ceux qui s'autorisaient de leur passé commun pour essayer de le tirer vers ce qu'il appelait la « *Réaction nationale* » et la « *Dictature cléricalo-hitlérienne* ». Méprisant, il lança à l'un d'entre eux que, puisqu'il lui avait envoyé des sentiments « *révolutionnaires* », il n'aurait pour lui que des sentiments « *non-révolutionnaires* ». Mais il souffrait beaucoup, sur le plan personnel, du reniement de ses anciens camarades ou disciples ⁸³.

Des hitlériens, il s'attendait depuis longtemps au pire. Mais il ne confondit jamais le soldat ouvrier ou paysan allemand incorporé avec l'officier ou le dignitaire nazi. Il fut passionné par ce que je lui dis de l'expérience trotskyste de « *fraternisation* » avec les soldats allemands autour d'*Arbeiter und Soldat*.

Dans des remarques qu'il s'autorise dans son Histoire de Privas, il mentionne les sentiments populaires, le fait que l'armistice de 40 fut « *un grand soulagement pour tous, à ce moment-là* » et que « *le débarquement des Américains en Afrique du Nord [...] ,fit rayonner de joie les figures fermées et sympathiser cordialement des inconnus* » ⁸⁴. Cela ne l'empêchait pas de commenter de façon sarcastique les accords entre le commandement américain et les Darlan ou Badoglio, fascistes ou serviteurs du fascisme la veille.

Quant à la répression, il n'oubliait pas l'existence de « *l'ennemi dans son propre pays* », les Miliciens de ses vieux ennemis, Xavier Vallat, Scapini, Philippe Henriot. Il soulignait: « *Cette histoire n'est pas faite et nous ne sommes pas outillés pour l'esquisser* » ⁸⁵, était cependant touché que des Privadois, pourtant membres de la *Légion Française des Combattants*, aient œuvré pour la fin de son assignation à résidence.

Après 1944, exclu des Etudiants communistes, j'ai rejoint le PCI trotskyste. Nous en sommes revenus aux discussions politiques, même à propos de l'histoire. Je ne fus donc pas étonné quand je le vis dans l'Histoire de Privas tenter d'expliquer le passé par le présent :

« *Cette résistance [contre l'envahisseur et contre la dictature de ses «collaborateurs» à l'intérieur] à l'oppression du pouvoir nous fait saisir clairement celle des Camisards aussi bien que celle des Chouans contre-révolutionnaires animés d'un tout autre esprit, d'une passion partisane politique et religieuse tout opposée. Entre les deux, c'était également, mais pacifique dans sa ténacité, celle des huguenots du XVIIIe avec leurs assemblées du désert, leurs pasteurs et prédicateurs ardents* »⁸⁶,

Libération de Privas

« *Depuis huit jours et neuf nuits consécutifs, les troupes de la Résistance harcèlent l'ennemi installé dans Privas [...]. Le samedi 12 août, le cercle de feu qu'ils ont installé sur les collines qui entourent la ville se resserre [...]. Les derniers Boches se fraient un passage au prix de lourdes pertes* » ⁸⁷.

Ce récit épique est du journal FTP *L'Assaut*, daté du 21 août 1944. Très charitable, Reynier se contente dans son Histoire d'un commentaire laconique

« *Ce bluff n'est pas de l'histoire. Il ne s'explique en partie que par la joie devant la fuite de l'occupant allemand* ».

⁸³ Ibidem.

⁸⁴ HdP, 111, p. 405

⁸⁵ Ibidem, p. 406.

⁸⁶ Ibidem, 45, n° 2.

⁸⁷ Récit reproduit dans HdP, III, p. 407.

Il me raconta cette journée. Les occupants étaient partis au petit matin. Il travaillait aux Archives quand il entendit dans l'entrée la voix d'une femme terrorisée. C'était l'épouse d'un avocat privadois aux idées pétainistes, mais qui n'avait pas fait le moindre mal pendant ces années et avait même été à la pointe des protestations dans son milieu contre son assignation à domicile. Elle était épouvantée par son arrestation brutale, le fait qu'on l'avait traité de « *collabo* » et de « *fasciste* ». A qui penser, sinon au Juste, même si l'on est de droite ?

Il s'inquiéta : allait-on recommencer à arrêter les gens pour leurs idées ? Il courut à la préfecture et fonça droit dans le bureau du préfet où il fut reçu par un homme affable qu'il engueula copieusement. Le préfet semblait ému et lui demanda de bien vouloir lui serrer la main. « *Libérez-le plutôt* » répliqua-t-il. En fait ce n'était pas le bon préfet, mais celui de Vichy qu'on hébergeait encore. Le préfet « *du maquis* », Jacques de Sugny, dit Loyola — « *mauvais présage* » grommela Reynier — fut compréhensif et l'affaire en resta là, l'avocat ayant été libéré après un bref séjour à... Chabanet.

Le passage du flambeau

Il appartenait cependant à Reynier, en passant le flambeau, de tenter un bilan de l'action de son groupe, ce qu'il fit dans une adresse à la première réunion en vue de la reconstitution du syndicat à La Voulté le 18 octobre 1944. Texte fascinant dans lequel le rapport guerre/révolution resurgit sous un aspect nouveau, balayant les phrases d'avant 40 sur l'apocalypse et celles de 1943 sur le désespoir, et remettant la révolution à l'ordre du jour : une autocritique si radicale qu'on n'est pas certain qu'elle ait été entendue par ceux à qui elle s'adressait.

Il parle des disparus, Elise Avenas, Clément Dayre et quelques autres : la guerre n'a pas creusé les vides redoutés et annoncés. Il insiste évidemment sur la mort de Gilbert Serret :

« Le dernier départ est le plus amer. Car si l'on peut exprimer un regret plus vif pour le départ anticipé d'Elise, la génération de Dayre, la mienne, il est normal qu'elle s'en aille, ayant fait son temps et rempli sa tâche. Mais un Gilbert Serret disparu à 40 ans et de qui — dès le jour même de sa mort — maints d'entre nous ont dit « Il était de ceux dont on aurait bien eu besoin, le jour venu »... Le jour est venu, bien plus tôt que nous n'osions l'espérer, de constituer une « 2e République » honnête, propre, solide, renouvelée, une République sociale et morale qui hausse les esprits et les cœurs. Cette Révolution ardemment souhaitée de nous tous, elle a éclaté et Gilbert Serret n'est plus là pour collaborer à cette tâche surhumaine et dont nous voyons si cruellement les difficultés [...].

Saluons avec joie une « résurrection », celle des Ecoles normales. Je l'avoue, je ne supposais pas depuis octobre 1940 que mes yeux verraient leur rétablissement. Je n'aurais jamais osé espérer que la dictature — cléricale et hitlérienne à la fois — pourrait, je ne dis même pas s'effondrer, mais se décomposer en quelques jours aussi lamentablement. L'une des premières mesures de la grande Réaction nationale a été annulée par l'une des premières mesures de l'actuelle Révolution : c'est d'un excellent augure pour celle-ci. Espérons que cette réouverture marque l'avènement de la laïcité réelle (sans sectarisme, mais ferme), de la liberté intellectuelle, de l'encouragement au personnel enseignant au point de vue matériel et moral [...]

Il y a beaucoup à faire et vous avez du pain sur la planche : nous n'avons de 1907 à 1939 pas mal travaillé, nous méritons l'estime de ceux qui nous remplaceront : maintenant, recommencez, et faites bien mieux que nous » ⁸⁸.

⁸⁸ Archives privées. Le texte publié dans Emancipation a été modifié. Elie Reynier a écrit Révolution.

Après la Libération

Au lendemain de la libération de Privas, l'unanimité se fit pour qu'il soit de la commission de criblage chargée de l'épuration des « *collabos* ». Cette responsabilité n'allait pas seulement au persécuté de Vichy mais au Juste de la LDH. Louise Abrial écrit qu'il en fut « *très touché* »⁸⁹. Il eut de durs conflits contre les ambitions, les rancunes, les jalousies, mais tint bon, manifestant une fois encore sa rigueur intellectuelle et morale.

Puis il retourna à ses travaux, ses livres d'histoire — son Histoire de Privas commencée en 1910 — et de géographie régionale. Il lisait nombre de journaux qu'il hachurait au crayon bleu ou rouge, découpant des articles pour de nombreux dossiers faits d'une feuille cartonnée pliée.

Il s'intéressa aux procès sur la question des camps soviétiques et y trouva confirmation de son opinion du stalinisme. Il suivait de près les questions coloniales et, au temps de la guerre d'Indochine, me fit voir ses dossiers sur les années 30, la mutinerie de Yen-Bay, les soulèvements paysans et la répression. J'appris ainsi que le supplice de la baignoire avait été mis au point par des policiers français à Saïgon-Cholon et que les mêmes avaient utilisé l'introduction de fourmis rouges dans le sexe pour arracher aux femmes des « *aveux* », Il me prêta des articles de Daniel Guérin et le *Voyage au Congo* d'André Gide.

J'avais noué des relations avec les travailleurs vietnamiens hébergés dans la caserne du Champ de Mars : ils m'invitaient à leurs stages politiques dans les montagnes, me faisaient visiter leurs prisons ouvertes, discutaient de tout interminablement, me faisaient transposer en français leurs chants de combat. Reynier émit le désir de les rencontrer. Nous n'eûmes pas le temps. Un ministre qui était, je crois, socialiste, les fit enlever de nuit et rapatria les « *meneurs* » au bagne⁹⁰. Après leur arrivée - à Poulo-Condor, m'a-t-on assuré - nous n'avons plus jamais entendu parler de Nguyen Van Danh ni de Vo Van Dat.

L'arrestation de l'assassin d'une famille de paysans lui redonna l'espoir d'éclairer la mort de Gilbert Serret : l'homme avait été maquisard près de Balazuc. Il envisagea même de reprendre le harnais de la LDH mais comprit vite que l'enquête était close pour de bon.

Son vieux sang rouge de révolutionnaire...

On me permit un autre souvenir personnel. Peu après son accession au secrétariat général de la SFIO, Guy Mollet parla à Privas, hôtel du Cheval blanc, à un meeting de son parti où les vieux militants s'étaient massés pour l'entendre. Je lui avais vaillamment porté la contradiction sur la politique de « *troisième force* », assurant qu'elle tournait le dos à la réalisation du socialisme en France.

Le public m'avait acclamé parce que j'étais du pays, que je ne parlais pas trop mal et surtout parce que j'étais jeune. Guy Mollet le comprit et, au lieu de me répondre, m'ensevelit sous les compliments, me qualifiant d'espoir du socialisme et me donnant rendez-vous à la SFIO.

C'est alors qu'Elie Reynier monta à la tribune. Il dit seulement qu'il avait dépassé les 70 ans, que pourtant, voyez-vous, Monsieur Guy Mollet, il était d'accord avec ce jeune camarade par la bouche de qui avait parlé « *toute une génération de militants* ». Il lança fièrement « *Mon vieux sang rouge de révolutionnaire n'a pas encore jauni* ». J'ai oublié la suite, sauf qu'il se dirigea vers moi, me donna une accolade qui avait tout d'un abrazo espagnol et que je ressentis comme une sorte d'adoubement.

⁸⁹ L. Abrial, BFV, p. 18,

⁹⁰ Les responsables de ce groupe s'appelaient Nguyen Van Danh et Vo Van Da

Son dernier combat

Quelques années plus tard, alors qu'il atteignait ses 78 ans, Elie Reynier eut l'occasion de donner une dernière leçon de militantisme et de courage. Dans le cours de la grève générale d'août 1953, Georges Cros, un postier privadois de 28 ans, secrétaire des agents et secrétaire-adjoint de la Fédération postale, fut arrêté et condamné sur-le-champ à douze jours de prison puis révoqué, pour avoir refusé d'obéir à un ordre de réquisition.

Pendant quelques jours, il semble que son organisation syndicale se contenta de lancer des appels à des pétitions et délégations au préfet. On imagine l'inquiétude et l'indignation d'Elie Reynier pour qui cette répression exigeait une riposte unitaire. Il fallait une riposte de tous les syndicats et le vieil homme s'y employa de toutes ses forces. Les pétitions, dont le mouvement fut organisé et largement repris, affluèrent vers la préfecture. Un jugement fut fixé au 18 août à 15 heures. Il était prévu à la suite un meeting à l'Hôtel de Ville, à 18 h 15, organisé par les trois unions départementales, CGT, CGT-FO et CFTC.

Après les trois représentants des UD et les porte-parole des groupes de grévistes, l'honneur revenait à Elie Reynier de clore ce meeting. Larmes aux yeux, il dit sa joie, « *avec déjà un pied dans la tombe* », d'assister à la résurrection de l'unité ouvrière. Les Allobroges, porte-parole du PC dans la région, écrivirent :

« M. Reynier, vieux militant syndicaliste, luttteur infatigable pour la cause de la justice et de la liberté, dans une très émouvante intervention, appela les travailleurs de toutes tendances à persévérer dans cette voie pour, dans l'union, gagner la bataille des revendications ».

En sortant du meeting, il passa dire un petit bonjour à ma mère, lui raconta l'histoire et lui dit : « *J'espère que le petit sera content de moi* ». Il le fut, Il l'est encore.

Quelques jours après, alors que la naissance d'un nouveau petit-enfant dans la famille avait exigé une brève absence de Mme Reynier, il fut frappé des premières atteintes du mal qui l'emporta le 1er septembre 1953.

Les Allobroges du 2 septembre écrivirent :

« Elie Reynier avait 78 ans. Mais son esprit était resté si vif, sa clairvoyance si efficace, et son dévouement pour les justes causes de la liberté si complet, que c'est un jeune, un très jeune camarade, que nous avons l'impression de pleurer ».

Le même quotidien rappela le 4 :

« Ce que lui doivent tous ceux que leur courage transforma en victimes de l'imbécile répression, et qui trouvèrent en lui, ancien interné politique, l'appui d'une chaude amitié et le secours d'une volonté toujours prête à se battre, chaque fois qu'une injustice était commise ».

Comme il l'avait souhaité, France Déroutet-Serret, veuve de son « *fils intellectuel et militant* » le plus cher, prononça le discours sur sa tombe le 3 septembre.

Elie Reynier dans notre histoire

Bien que ce travail ait été écrit pour une revue régionale, son contenu, sa portée, dépassent de beaucoup l'horizon et la mémoire de notre Ardèche. Avec Reynier, comme sa génération à lui avec Zola, mais sur une course plus longue et plus complète d'expérience de l'humanité, nous vivons un moment de la conscience humaine.

Il est très rare qu'un lutteur de classe, comme on disait au début de ce siècle, parvienne de son vivant et sans trahir les siens, à gagner l'estime et même l'amitié de ses adversaires. Il l'est moins qu'un homme calomnié et vilipendé se trouve, un demi-siècle plus tard, célébré par ceux-là même qui s'affirment successeurs de ses insulteurs. C'est son cas.

Pour comprendre cette avance sur la victoire de sa cause, qui ne peut assurément être que totale et à terme unanimement reconnue, il faut abandonner les abstractions et se placer sur le terrain de l'action et de l'histoire, du rapport de l'individu avec le collectif.

Reynier fut exceptionnel par sa droiture et son amour de la vérité. Lorsqu'en 1914 il se laissa entraîner dans le flot de la « *guerre du Droit* », il ne dit pas un mot contre ses camarades restés sur les positions de la résistance et, quand il les rejoignit, fut célébré comme un de ceux qui « *étaient restés inébranlablement fidèles* ».

Admirateur enthousiaste de la Révolution russe, il est de même resté fidèle au peuple soviétique tout au long de l'éprouvante dégénérescence que le pouvoir soviétique a connu dans son isolement. Il n'a jamais confondu forme et contenu, Staline et la révolution ni jeté l'enfant avec l'eau sale de la baignoire.

On imagine son indignation devant *le Livre noir du communisme*, l'addition de victimes des deux camps pour grossir la note-en-cadavres des « *communistes* ». Les staliniens allègrement confondus avec leurs victimes et l'affirmation au terme de ce XXe siècle, celui de deux guerres mondiales, de l'hitlérisme, du fascisme. de Franco, de Pinochet, voire de Staline, que c'est « *le communisme* » qui est « *criminogène* ».

Quelle leçon il donne aux compagnons de route du stalinisme qui se sont nourris dans ses mangeoires pour mieux combattre le communisme. Au moralisme suffisant des Victor Basch et Jean Guéhenno, il répond en toute simplicité qu'on doit la vérité aux travailleurs et que la leur cacher ne peut qu'obscurcir leur conscience et préparer leur défaite.

Il a fallu plus d'un demi-siècle, depuis que Reynier a démontré de magistrale façon la perversion du dreyfusisme par le prétendu pragmatisme stalinien, pour que des hommes qui ont menti et se sont menti pendant des décennies soulèvent un peu le bandeau sur leurs yeux et se résignent à admettre au moins un trognon de vérité.

Comment leur faire comprendre qu'une partie du confort intellectuel dont ils pensent jouir en toute propriété, ils le doivent non seulement au silence des victimes abattues dans les caves de la Loubianka, mais aussi au cri des Reynier, à tous ceux qui ont dit non à leurs rêves ensanglantés et oui à la vérité, fût-elle atroce ?

L'appel à la fraternité humaine dans la boue des tranchées, l'affirmation du primat de la vérité dans la boue des procès, c'est ce qu'ont réalisé la poignée d'hommes dont Elie Reynier était des plus nobles. Nous pouvons être fiers de lui. Suivre sa trace, c'est se battre pour la vérité, « *refuser le mensonge triomphant qui passe* », comme a dit Jean Jaurès, défendre ses idées jusqu'au bout, préserver son indépendance d'esprit et le droit imprescriptible de dire non.

Pour soi, pour tous.

Sources

Archives :

Archives nationales, Paris, F7 1309 I.

Archives départementales de l'Ardèche, séries M 5, M 48, I MP 170 à 176, I MP 188, I MP 197, I MP 198.

Archives départementales de la Loire. 13 M 5. Archives privées.

Ecrits d'Elie Reynier autres qu'articles :

Carnet du Concentré (Manuscrit, archives privées).

Histoire de Privas, tome III, Aubenas, 1951 - HdP III.

L'Organisation syndicale en Ardèche, Paris, 1913 - OSA.

Revue et périodiques contenant des articles politiques ou syndicaux d'Elie Reynier :

L'Ancien Combattant, Bulletin fédéral de la LD (BF LDII), Cahiers de la LDH, l'Ecole Emancipée (EE), I. Emancipation (Eni.), Le Réveil ardéchois, La Vie Ouvrière (VO).

Ouvrages et études :

Abrial... Vialle, Une belle figure vivaroise . Elie Reynier, Aubenas, 1967 -

BFV.

Louis Bouët, Les Militants du Syndicalisme Universitaire, Ceux de la Relève,

Avignon, n.d. [1972] - LMSU CDLR.

Eric Darrieux, Une génération d'instituteurs ardéchois dans la crise des années trente, mémoire de maîtrise, dact., Université d'Aix-en-Provence - IA (cet excellent travail inédit est pratiquement inaccessible, même sous sa forme de mémoire dactylographié, comme s'il contenait des secrets d'Etat. Dernière heure. Ayant reçu le prix Maurice Bouille, il va être édité).

Gérard Roche, « *Défense et Contre-enquête en France* », n° spécial « *Les Procès de Moscou dans le Monde* », Cahiers Léon Trotsky n° 3, juillet 1979, pp. 61-109 - DCEF PDM.

Alfred Rosmer, Histoire du Mouvement ouvrier pendant la Guerre, tome I,

Paris 1936 - HMO I.

Le Syndicalisme dans l'enseignement, Histoire de la Fédération de l'enseignement des origines à l'unification de 1936, Grenoble 2ème éd. 1968, présentation et notes de Pierre Broué, tome IV, Gilbert Serret - H